

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 43 -- 20 août 2004

>gazettegb@yahoo.fr<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

**LIBÉREZ MOUSSAOUI
LIBÉREZ CEUX DE GUANTANAMO**

NAJJAF : LE CŒUR BATTANT

US GO HOME

US OUT OF IRAK

NUREMBERG FOR THE NEOCONS

HANG BUSH

US MILITARY ARE WAR CRIMINALS

LET'S DISMANTLE ISRAEL

L'ISRAËL EST UN CRIME PERMANENT

L'ISRAEL DOIT ÊTRE RAYÉ DE LA CARTE

Ce numéro 43 de la *Gazette* a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, de Yvon Panouferterre, Serge Thion, Shraga Elam, Michel Dakar, Linda Grant, Camilla Lai Ortolan, James Brook, Paul Findley, Dilip Hiro, Robert Fisk, James Conachy, Hervé Bar, Ginette Hess-Skandrani, Teresa Hampton, Dawud Abdullah, et de beaucoup d'autres

In 1919, the American King-Crane Commission wrote: "The commissioners began their study of Zionism with minds predisposed in its favor...The fact came out repeatedly in the Commission's conferences with Jewish representatives that the Zionists looked forward to a practically complete dispossession of the present non-Jewish inhabitants of Palestine, by various forms of purchase..."

édito

1 L'impérialisme jugé en Assise

Du 2 au 6 août 2004, un colloque du Camp Anti-impérialiste (www.campanoantimperialisti.org) a servi de tribune à des mouvements de libération venus de trois continents, à Assise, dans une contrée baignée de l'histoire de Saint François, et sur un flanc de montagne propice aux plus douces méditations. Les traductions étaient assurées en anglais, allemand, italien et espagnol. Parmi les nombreux participants italiens figuraient le syndicaliste Moreno Pasquinelli, le philosophe Costanzo Preve ou le chef de file du courant trotskyste Marco Ferendo. Parmi les participants internationaux, des pacifistes autrichiens résolus, des indépendantistes irlandais préoccupés, des militantes des droits de l'homme kashmiri optimistes, des pacifistes de Palestine remplis de compassion, des représentants de la résistance irakienne combattifs (« *we are fighting and fighting* »), de jeunes représentants romantiques du mouvement de libération bolivarien, un sociologue bolivien observateur d'un « système communal » indigène multiséculaire, etc. Quelques Français, partagés entre archéo-communistes et révisionnistes; on a noté la présence fuligineuse de Serge Thion qui s'est plu à jouer le rôle du diable, comme dans les "mystères" médiévaux, à leur place dans le contexte d'Assise. Toutes ces bonnes volontés s'accordaient sur le fait que l'avenir de la liberté des peuples, des droits démocratiques, et de la défense de la souveraineté nationale, dépendait, pour une large part, de la victoire de la résistance irakienne.

Car, comme il est apparu au fil des présentations et des discussions, nombreux sont les pays qui, depuis les attaques du 11 septembre 2001 (« complot néo-conservateur ou attaque au cœur de l'Empire dans une guerre asymétrique? » titrait un forum), ont eu à subir l'influence grandissante des Etats-Unis dans leurs affaires intérieures : manœuvres de coup d'Etat au Venezuela, répression des mouvements zapatistes par l'armée de l'homme de main de Coca-Cola, Vincente Fox, aide accrue accordée à l'entité sioniste en Palestine malgré la construction d'un véritable mur de séparation entre les Arabes et leurs terres, présence, en Irlande, de bases aériennes d'où des avions partent chaque jour vers l'Irak (alors que la guerre est dite finie) et de quarante mille soldats Américains (soit seulement trois fois moins qu'en Irak)...

De plus, des populations ciblées sont indirectement victimes des offensives idéologiques concoctées à Washington. Des représentantes du Kashmir ont souligné que dix mille musulmans soufis, tolérants et épris d'union par tradition, y ont été arrêtés sans véritable motif, mais sous l'acception maintenant à la mode de « terroristes », par un pouvoir indien avide de conserver le contrôle de ce joyau agricole. Et, s'il y eut des débats entre musulmans et musulmanes venues d'Allemagne, de Grande-Bretagne ou de Bahreïn, sur le caractère originel islamique ou politique du port du voile (*hijab*), l'interdiction du port du voile dans les écoles françaises est apparu comme une tentative d'homogénéisation culturelle occidentale qui rappelle l'interdiction similaire du voile pour les étudiantes et les femmes de fonctionnaires lorsque le shah fut imposé en Iran en 1926, ainsi qu'un frein à l'intégration d'une partie de la population française et un signe d'incompréhension et de faiblesse des pouvoirs laïcs devant le développement de l'islam chez des jeunes pourtant plus émancipés de tempérament que leurs parents. La France n'est d'ailleurs pas la seule concernée. En Allemagne, il est aussi envisagé d'étendre l'interdiction faite aux professeurs de porter un voile islamique à d'autres métiers. Et, ailleurs, certaines variantes arabes de la chrétienté sont menacées.

Les résistants présents, solidaires de l'oppression anti-musulmane, ont donc vivement soutenu ce slogan lancé par un représentant russe : « nous sommes tous musulmans même si nous ne croyons pas tous en Allah ». Nul n'était dupe que la notion de « clash des civilisations », discutée lors d'une table ronde, était un produit politique ficelé par un membre (Samuel Huntington) du think tank *Holland Foundation* lié au fabricant d'armes Winchester, une version post-moderne du complexe du colonisateur, et surtout, un leurre destiné à construire de nouvelles figures de l'ennemi donnant une excuse à la réalisation du plan néo-conservateur de « domination tous azimuts » (*full spectrum dominance*) des Etats-Unis sur un monde désormais devenu la nouvelle terre promise des religieux américains.

Des communistes irakiens sont venus expliquer les dérives du parti et de sa direction, déjà parfaitement observable au temps de la dictature de Saddam. Des dirigeants qui se sont vendus à tous les régimes arabes ne pouvaient que se vendre aux Américains qui cherchent frénétiquement une façade pluraliste.

En même temps, l'oppression continue sur les anciennes terres « promises ». Des terres accaparées pour empêcher les habitants environnants de contrôler des ressources pétrolières. Une délégation de l'association Abnaa El-Balad avait fait le voyage depuis les territoires occupés de Palestine pour en témoigner devant des gens « biens ». Un de ses représentants incarnait tout à fait l'esprit de détachement identitaire et d'engagement solidaire du Campo. Tout de blanc vêtu et doux comme une colombe, Yoav Bar, un palestinien qui ne se dit plus juif, était là pour raconter sa lutte contre le sionisme, un simple projet colonialiste. La solution qu'il défend publiquement ? Un Etat démocratique uni qui rendrait aux Palestiniens leurs terres, y compris aux cinq millions de réfugiés, et leur permettrait enfin de vivre dignement. Pour le moment, la situation est pire que durant l'apartheid en Afrique du Sud où les racistes cherchaient au moins à exploiter la main d'œuvre noire et non à la détruire. En effet, comment comprendre que durant cinquante-six ans, pas un hôpital ne fut construit dans les zones peuplées d'Arabes, et que ceux-ci n'obtiennent pas de permis de construire ? Pour s'être battus pacifiquement pour la défense des droits humains, Yoav et ses camarades arabes ont fait plusieurs fois de la prison. Mais, comme ils le disent, ils ne peuvent plus reculer. Comme d'autres, ils luttent pour la paix et l'union. Pacifiquement.

D'autres mouvements emploient d'autres moyens. Aussi, face à la domination de l'empire capitaliste américain et devant l'impuissance des autres pays, les membres du Campo Antimperialista admettent la force comme un moyen de résistance des opprimés et critiquent l'idéologie de la non-violence, un luxe d'occidentaux que ne peuvent s'offrir tous les militants de terrain et qui légitimerait par ailleurs toutes les soumissions. Le bureau exécutif du Campo diverge en cela de la position du Forum Social Mondial ou du chef du Parti Communiste Refondateur italien, Fausto Bertinotti, qui s'oppose à la violence... tout en légitimant les bombardements de Nagasaki et d'Hiroshima au nom de la lutte contre le fascisme ! Le bureau du Campo refuse donc de recevoir des leçons de ce type de personnes. D'autant qu'il n'est pas peuplé de boutefeux. Lors des meetings, les participants purent apprendre comment le sous-commandant Marcos avait décidé d'abandonner la lutte armée en 1994 pour épargner la population. Ils ont aussi été renvoyés par un orateur, à la lecture de l'*Anti-Dühring* d'Engels qui comporte un chapitre sur la théorie de la violence. A entendre les discussions, le Campo semble avoir une position plus franche que le Forum Social Mondial de Porto Allegre qui, s'il a vocation à calmer les populations, a laissé entrer à la dérobée, malgré ses clauses sur la violence, une délégation de paysans sans terre brésiliens. Pour cette raison, ses relations avec les mouvements de libération indiens lors du Forum Mondial de Bombay ont été excellentes. Conscient de son originalité et désormais classé comme un regroupement politiquement incorrect, le Campo continuera à dire la vérité et s'efforcera d'attirer davantage de sympathisants issus de l'intérieur et de la périphérie de l'Empire. Le prochain rendez-vous est fixé à février 2005 pour la tenue au Venezuela d'un camp bolivarien anti-impérialiste dont le succès est, d'ores et déjà, garanti.

De notre envoyé spécial: Yvon Panouferterre

L'antisémitisme n'existe pas

Breve intervention de Serge Thion au Campo Anti-imperialista, Assise, 2 août 2004

J'ai entendu diverses interventions qui disaient: telle action ou telle position n'est pas antisémite. Par exemple, la critique d'Israël. On sait bien que dès qu'une voix s'élève pour critiquer tel ou tel aspect de la politique israélienne, le mur de séparation, l'intervention à Djénine ou à Rafah, les assassinat "ciblé" au missile tiré par des avions, etc., il y a toujours une réponse et, finalement, une seule: les voix qui s'élèvent pour critiquer Israël veulent la perte des juifs, veulent les empêcher de se défendre contre les Palestiniens "qui-veulent-les-jeter-à-la-mer", elles s'appuient sur le vieux fonds antisémite qui constitue l'essentiel de l'histoire européenne. Ne lit-on pas, dans un commentaire récent, que le vingtième siècle a connu "deux catastrophes": la première guerre mondiale et la Shoah ? La seconde guerre mondiale est sans doute, à ce compte-là, une petite annexe de ladite Shoah. On pourrait allonger indéfiniment la liste des exemples. Un quidam, qui a eu l'idée saugrenue de comparer Auschwitz et Hiroshima, s'est aussitôt vu décerner l'étiquette d'«antisémite». Ceux qui critiquent le capitalisme et son fonctionnement inhumain se font facilement étiquetter de même. On n'en finirait pas. On attaque aussi les hommes les plus irréprochables. Le malheureux Daniel Mermet, un homme de radio qui donne dans tous les poncifs et les idées reçues en matière d'antiracisme et d'antifascisme se voit traîner devant les tribunaux. Idem pour Edgar Morin, traîné devant la cour par des gens qui n'ont pas fait, dans toutes leur vies, le centième des actions d'un homme comme lui. Certes, les tribunaux déboutent les sionistes les plus excités. Mais l'effet de frayeur est assuré. Beaucoup d'autres voix se tairont et beaucoup de plumes s'arrêteront parce que la perspective d'un procès est toujours aléatoire, et coûteuse.

Depuis toujours l'antisémitisme monte. On ne l'a jamais vu baisser. Simplement, il monte plus ou moins. On nous bombarde de statistiques sur les "faits" antisémites, qui vont du simple tag, sur un mur, à la sortie des écoles, jusqu'au coup de couteau porté par un type qui crie toujours "Allahou akbar". C'est obligé. Quand on s'aperçoit que le type n'existait pas, ou qu'il n'a rien dit, ou qu'il a poignardé tout le monde de façon indiscriminée, les faits demeurent enregistrés dans la banque antisémite et n'en sortiront plus.

Devant cet hydre qui prend chaque jour cent formes nouvelles, on se sent désarmé. On passerait son temps à réfuter, sans éviter d'être submergé par les inventions furieuses des sionistes déchaînés. Ils sont évidemment taraudés par le sentiment de l'échec général de l'entreprise «israël». Plus la réprobation mondiale s'accroît devant les horreurs auxquelles les sionistes ont recours, plus la propagande devient hystérique et insistante. Alors, certains croient pouvoir se réfugier derrière une notion plus ou moins nouvelles : la «judéophobie». Déjà Google fournit 4000 références pour "judeophobia", et presque autant de définitions. La judéophobie ne serait pas l'antisémitisme, celui, classique, de nos pères (???) et de nos grand-pères (???) mais une autre façon de détester les juifs. Chaque néologiste nous propose la dernière trouvaille de son cerveau enfiévré. Tous ces inventeurs en puissance cherchent à se dépêtrer de l'usage propagandistique de la notion d'antisémitisme par les sionistes au service du gouvernement israéliens. On profite du fait que certaines notions de base, comme le racisme biologique, ou certains stéréotypes ont mal vieilli ou sont en voie de disparition, pour affirmer le besoin d'une nouvelle notion, toute neuve, qui deviendrait politiquement utilisable sans tomber dans la manœuvre grossièrement sioniste. Le plus bariolé des oiseaux de cette volière est sans doute le taguieff à crête mordorée qui est le phénix des hôtes de ces bois. Mais beaucoup d'autres concourent au gonflement de cette nouvelle montgolfière. On a déjà une judéophobie allemande, une judéophobie française, une judéophobie arabe, une judéophobie islamiste, etc. Le terme, à cause de sa totale vacuité, est évidemment promis à une brillante carrière et on ne désespère pas de le voir recouvrir rapidement le champ sémantique immense, sans frontière, comme Israël, du terme galvaudé, éculé, épuisé, le fameux «antisémitisme» qui est «au cœur» de l'histoire européenne, de l'histoire du monde musulman, de la civilisation chrétienne, de la politique américaine, de la population russe, des Etats d'Europe centrale, bref, au cœur de tout, puisque les juifs, on le sait bien, sont en centre du monde. Enfin, c'est ce qu'ils disent.

Ce n'est pas du tout notre point de vue.

Notre camarade Shraga Elam, qui est israélien et qui s'est auto-exilé en Suisse depuis vingt-cinq ans, préfère cette notion de judéophobie. [voir ce-dessous] Comme on dit en anglais, *we beg to differ*, nous demandons le droit de dire notre désaccord. Que veut dire ce terme de "judéophobie" ? Qu'il y aurait une "peur" ou une détestation des juifs ? Qui serait extrêmement répandue dans tel ou tel univers, selon les auteurs. C'est totalement absurde. Si tant est que l'on puisse identifier des sentiments, par exemple dans le monde musulman, ils ne ressortissent pas de la peur ou de la haine, mais du refus, refus du vol de la Palestine par des juifs européens, refus de la violence militaire qui a permis ce vol, refus de l'idée qu'Israël aurait une légitimité quelconque aux yeux des habitants de la région, refus de la violence criminelle exercée par les sionistes pour maintenir leur présence, refus de la complicité internationale qui permet cet état de chose, refus de leurs propres gouvernements qui sont soit passifs, soit même, souvent, complices comme les petits rois de Jordanie ou du Maroc, sans parler des traîtres du Caire ou de Tunis. Les musulmans ont accoutumé de voir vivre, au sein de leurs sociétés, toutes sortes de minorités religieuses et tant que celles-ci ne se faisaient pas le cheval de Troie des puissances étrangères (comme les Arméniens, les maronites et d'autres), la coexistence était pacifique. On ne voit rien dans tout cela qui pourrait justifier un terme comme "judéophobie". Il n'apporte rien et sert simplement à donner cours à une nouvelle version de la vieille notion d'«antisémitisme» qui s'est dévalorisée à force d'inflation. Et si on applique la notion aux contextes européens ou aux histoires nationales de tel ou tel pays, on tombe vite dans le ridicule. On peut peut-être dire que dans l'Europe des anciens régimes, les chrétiens détestaient ou méprisaient les juifs, mais les juifs détestaient et méprisaient tout autant les chrétiens.

Alors je reprenais la formule de mon ami Israel Shamir: «L'antisémitisme n'existe pas». Comprenez-moi bien: il y a eu dans le passé, dans un passé maintenant assez lointain, quelque chose que l'ont pouvait appeler, de façon d'ailleurs très idéologique, l'antisémitisme. C'était un ensemble de préjugés forts, de discrimination sociale, puissant en particulier en Angleterre et aux Etats-Unis, un peu moins en France et en Italie, faible en Allemagne. Les gouvernements impériaux ont toujours pris des mesures pour combattre ou réduire cette discrimination, reconnaissant dans les communautés juives un potentiel utile au développement économique et social. Cet antisémitisme a eu des conséquences terribles, surtout durant la seconde guerre mondiale, conséquences qu'il devrait être légitime d'examiner à la lueur des méthodes de routine de l'enquête historique.

Mais on peut dire qu'il est mort avec ce conflit. Il n'est resté que quelques poignées de nostalgiques, dépourvus de poids politique et d'influence. Le dernier carré de ces antisémites de tradition a sombré en 1967, au moment de la Guerre des Six Jours: ils se sont tous précipités à l'ambassade d'Israël pour marquer leur soutien: leur antisémitisme les portait à détester les Arabes beaucoup plus que les juifs. Leur discrédit a été total et même Le Pen en porte les stigmates.

Donc, les Tagieff et autres rigolos ont raison: l'antisémitisme d'autrefois, de la tradition, de l'affaire Dreyfus, de Rosenberg, Darquier et compagnie a sombré corps et biens. Il n'en reste que quelques monuments littéraires, plus ou moins érodés par le passage du temps et des intempéries: Toussenet, Drumont et une kyrielle d'autres, qui restent à dénicher dans des greniers poussiéreux. Seuls les pamphlets de Céline font encore peur.

Ce qui existe, et que tente de discréditer l'accusation infamante d'antisémitisme, c'est une immense réprobation.

L'opinion internationale est indignée par les abomination auxquelles se livrent quotidiennement les Israéliens, devant les caméras du monde entier. En 1956, lors de la guerre de Suez, les Israéliens, occupant la bande de Gaza, pouvaient impunément, et à l'insu du monde entier, procéder à des massacres accompagnés de tortures et remplir des charniers. Personne n'était là pour dénoncer, pour dire, pour voir. J'ai vu des photos de ces charnier à Gaza en 1961, cinq ans après les faits, prises par des réfugiés ordinaires, qui s'étaient précipité sur les énormes fosses communes qu'avaient laissé les militaires israéliens, obligés d'évacuer la zone sous pression internationale, en 1957. Mais aujourd'hui, nous connaissons chaque fait et geste de la soldatesque qui tient les barrages, pratique l'humiliation de masse et se conduit comme la pire des milices racistes. Quand un coup de feu est tiré, quand une pierre vole, deux heures après le Net commence à crépiter. Nous savons le nom des victimes, souvent nous avons leur photo, nous savons pourquoi ils ont été frappés par l'armée la plus forte du Moyen-Orient. Nous savons à quoi servent les chars, les hélicoptères, les avions que nous, gens de l'Occident, donnons gratuitement à ces brutes sanguinaires. Nous savons quelles parcelles de terres ont été volées aujourd'hui, au nom de lois iniques ou détournées de leur vocation. Nous avons toutes les nouvelles sur le déni des droits les plus élémentaires. Nous savons quel parcours marathonien de pauvres gens épuisés doivent emprunter pour aller voir une cousine malade ou simplement aller à l'école.

La répugnance qu'inspirent ces pratiques racistes ne peuvent pas être imputées à un racisme quelconque mais bien à son contraire. Nous n'avons aucune raison de nous laisser assimiler à trois tondues et deux pelés qui conservent, peut-être, des préjugés issus des époques révolues.

Israël est, ou se prétend l'Etat des juifs, l'Etat juif. Il demande et obtient la solidarité et le soutien aveugle des juifs de la diaspora, ou, à tout le moins de ceux des organisations juives, promptes à se donner comme l'expression de la totalité des juifs. (En réalité, si elles regroupent 10 % des personnes présumées juives, c'est bien le diable.) Mais d'autre part, nous ne voyons pas se lever une puissante cohorte de juifs réclamant la fin de cette comédie sanglante. Le grand responsable est le sionisme, idéologie "nationalitaire" pour reprendre l'expression de feu notre ami Maxime Rodinson. Tant que le sionisme ne sera pas répudié massivement par ceux dont il se réclame, les juifs seront naturellement suspects de complicité de génocide. Il s'agit de politique et exclusivement de politique. Mais quelle société accepterait, de gaité de cœur, d'accueillir en son sein des masses de génocidaires ? Actifs ? Virulents ? Les mains trempées dans le sang des réfugiés ? C'est de cela, de cet engagement plus ou moins lucide dans un crime de masse, que les juifs, dans le monde, sont appelés à rendre compte. Ils ont bien, eux, choisi de poursuivre sans relâche, des hommes, des vieillards, des grabataires, avec lesquels ils prétendent avoir des comptes à régler. Pourquoi s'étonnent-ils d'être à leur tour stigmatisés par le crime avec lequel ils sont si fiers de se solidariser ? Pourquoi cherchent-ils à y échapper ?

3 - Shraga et Shamir Débat israélo-israélien

The introduction comes from Israel Shamir:

Should we speak against Zionist atrocities (limited position) or against Jewish privilege that allows for Zionist atrocities (broad position)?

The anti-Zionist Israeli journalist Shraga Elam represents the Limited position. He attempts to convince Jews in Diaspora to drop their support of Israel in their own interests. It is a good example of divergence between our view and that of good anti-Zionist Jews. In our view, Shraga's [and other Limited positionists] effort is doomed to fail; while the correct and plausible direction is to minimise Jewish influence altogether by dealing with Jewish privilege. As long as only Zionism is attacked, and Jews are applauded, the Jewish privilege survives; and our cause is reduced to useless attempts to persuade Jews to drop Israel.

Judaophobia in the service of Israel

A Lecture at the anti-imperialist Camp in Assisi/Italy, August 2, 2004

Shraga Elam*

There is an obvious growth of anti-Jewish sentiments worldwide. One cannot disregard anymore the rise in Judaophobia and consider it always as just propaganda and manipulation. By the way, I prefer the use of the term Judaophobia to the more common, and in itself racist term "anti-Semitism".

Judaophobia has to be confronted and rejected as every other form of racism, and for that purpose we have to understand its present reasons and causes and not just stop at the isolated "treatment" of superficial symptoms as propagated by many Zionist organizations and Israel.

In order not to exploit your patience unnecessarily I'll tell you in advance that I'm deeply convinced that the main reasons for the increase in Judaophobia are basically the Israeli criminal policy against the Palestinians and the wrongdoings of the pro-Israel lobbies. These two serious problems are then combined with the existing anti-Jewish prejudices that are rather harmless as such, at least in most cases. It is the mixture of these Jewish offenses with existing prejudices that Jews are something special that might create a very explosive cocktail.

If it was in the past wrong and racist to look for the reasons for aggressions against Jews by Jews themselves, it is now right and necessary to do so!

One of the best methods at the moment to fight Judaophobia is to stop the Israeli crimes! It is as simple as that.

I shall extrapolate now on this statement and try to make it clear what brings me to this conclusion.

It was no one less than a very renowned Israeli expert on Judaophobia, Professor Dinah Porat who observed on the Israel state radio that there is a correlation between Israeli actions (we can say atrocities) and outbursts of Judaophobia. This was for example the case in the early '80s following the Lebanon invasion or in the late 80's during the first Palestinian uprising, the Intifada.

We can see that all Jews, notwithstanding their individual positions, were then held responsible for the Israeli atrocities. This follows not only because of anti-Jewish prejudices, but partly also because of Israel's false claim that it represents all Jews, that it is the state of THE Jews. The widespread and ostensive public support for Israeli crimes led by many Jews all over the world strengthens the impression that all Jews stand behind Israel.

Another example of Jewish activity that caused a rise in Judaophobia, according to my own observations, is the restitution campaign in the mid '90s that the World Jewish Congress (WJC) and the Jewish Agency (JA) led against the Swiss banks on the issue of the so called heirless Jewish assets held in Switzerland since the Nazi era.

These two Jewish organizations, a leading factor of the Holocaust Industry, abused a just issue without showing too many considerations for the truth or for the interests of the victims of the Nazis and their successors. The obviously greedy Jewish organizations were perceived as confirming, through their behavior, the existing judaophobic prejudices and thus triggered a rise in anti-Jewish feelings in Switzerland. Some of the leading Swiss Jews were not very happy about this development but the JA and WJC could not have cared less, as they were successful in using also this increase in Judaophobia against the Swiss.

This win-win situation by swinging what can be called the "Anti-Semitism bludgeon or club" (in 1991 the German-Israeli historian Professor Michael Wolffsohn spoke of the "Auschwitz bludgeon" - "Auschwitz-Keule") can be observed in action in silencing Israel's critics, that is, if they are not careful and mix legitimate and necessary condemnations of Israeli policies with anti-Jewish prejudices. But even if there are no real judaophobic manifestations, critique of Israel, even if true and correct, may be labelled simply because it is unbearable for Israel and its supporters.

An example of this mechanism can be found in the case of the German politician of Syrian origin, Jamal Karsli. Karsli, who was a Green Party legislator in the assembly of Germany's most populous state, North Rhine-Westphalia, protested in March 2002 against the Israeli war crimes. He dared to say something that is usually only accepted if expressed by Zionist hardliners and their supporters, namely he compared the Nazi atrocities with a present event.

After seeing on TV that Israeli soldiers had marked the arms of Palestinian captives with numbers, Karsli released a press declaration bearing the title: "Israel uses Nazi methods!" This German-Syrian politician was actually not alone in having such associations. The former MK and now minister Joseph 'Tommy' Lapid, who survived the Judeocide in Hungary, protested against the unbearable similarity between the Nazi marking Jews with numbers in Auschwitz and the action of the Israeli soldiers.

The Israeli national singer, the so called "war singer", Yaffa Yarkoni, asked then in an interview on Israel's military Radio: "didn't they (meaning the Germans) do similar things to us?" Yarkoni got murder threats from right wing radicals after she had asked this question along with her appeal to soldiers

to refuse to serve. In the beginning Karsli was luckier than Yarkoni. He received only mild private criticism from his Green colleagues. Some weeks later, at the end of April 2002, he decided to leave the Green party in a protest against its pro-Israel politics (the head of the party, the German foreign minister Joschka Fischer, had sabotaged proposed sanctions of the European Union against Israel). The next day Karsli joined the Free Democratic Party (FDP), whose deputy leader and a former minister, Juergen Moellemann, known for his criticism of Israeli policy, propagated a position on the Middle East conflict closer to Karsli's.

In early May, Karsli, in an interview, broke another taboo by criticizing the strong influence of the Zionist lobby. A ferocious attack was launched against him, as his statements were considered to be anti Jewish. Juergen Moellemann tried to help Karsli and declared that Israel and Jewish officials are responsible, through their politics, for the rise of Judeophobia (he used the word "anti-Semitism").

This was of course like pouring fuel on an open fire. The fierce attacks against Karsli, within the context of the ongoing German election campaign, were really aimed against the more important politician, Moellemann. Karsli himself was not interesting enough to have garnered such a huge scandal which engaged the German media for months.

Through the Karsli affair, Moellemann was ruined. He was accused of fishing for votes in brown dark waters, meaning votes from fascists. He apologized for his statements and refrained from contacts with Karsli, but it did not help much. On the contrary, he lost the support of many Germans, who had seen in him some hope for more honesty within the political system, but were anew disappointed through his inconsistency and opportunism. Far from being right wing radicals, they are fed up with the widespread hypocritical Judaeophilia, unacceptable and unjustified privileges for Jews in Germany and not least the lack of honest and significant criticism of Israeli war crimes.

In a desperate act, Moellemann distributed a flyer criticizing Sharon and an important Jewish-German representative, Michel Friedman, but stated at the same time his support for Israel's right to exist. This rather moderate leaflet, which could have been formulated by Zionists like "Peace Now" or Uri Avnery, was first called "anti-Semitic" by the German media and then defined "anti Israeli".

None of the journalists and other persons who expressed themselves publicly with negative commentary on Moellemann's flyer seemed to have read it or to care about its real content. It seemed to be forbidden to express another opinion. Moellemann's career and life came to an end after it was claimed that he financed the flyer with dubious money. He parachuted to death and while the official version is that it was a suicide, there are some who still believe that Moellemann was murdered, which in a way he was.

Following the Karsli and Moelleman affair, the frustration in Germany has been growing and many people have the feeling that once again, as in the Nazi era, one is not allowed to say in public obvious and apparent facts. This censorship is dangerous in many ways. There is a growing tension between private and public opinion. As right wing radicals seem almost the only one not to be very impressed by the taboos, they stand a better chance to profit from the situation and to be able to channel the growing frustration. Arabs or Muslims who also refuse to obey these taboos are in danger of being marginalized like Jamal Karsli or even face the possibility of being persecuted. In order to help us fight against these very dangerous taboos and develop courageous approaches based on emancipation, we should try to analyse Karsli's two controversial statements:

1. The Israeli army deploys Nazi methods
2. The Zionist lobby possesses enormous influence.

Nazi methods

There is a strong prohibition on comparing the Nazi crimes to almost anything else besides another real or imaginary aggression against Jews. Any other comparison is considered as playing down the Nazi Judeocide and therefore racist.

This tabooization is a modern version of the old judaeocentric concept of "chosenness": Jewish suffering is special, and cannot ever be compared with other miseries.

This ban is racist and prevents normal historical analysis, as one of the common and important principles of scientific method is the use of comparison. The comparison as such must not be automatically categorized as racist. It might be wrong or correct, but should not be forbidden. It has to be realized that the Nazi crimes were not really unique for Germans as the eternal victimizers, or for Jews as the eternal victims.

There is nothing in the "German" or "Jewish" genes that make these people victims or victimizers.

For example, more than 60 years ago militarism was very central in Germany, while today, in this society there is a very widespread aversion to military conflicts. Conversely, over 100 years ago it was rather rare to find a Jewish militarist, but today Israel is a modern Sparta, with one of the world's most militaristic society.

In present day Israel, actually more than in many other countries including Germany, we can find many influential people who would have fit perfectly into the Nazi system both in terms of ideology and

practice. Unique to the Israeli Nazis (some of them are victims of the German-Nazis) is the desire that the world believe them to be THE real anti-Nazis; that they have the right, because of past sufferings, to inflict similar or dissimilar suffering on other people; that they are, by virtue of the suffering of their ancestors, beyond reproach.

There is a common mistake of identifying the Nazi crimes only with the industrial extermination of Jews as in Auschwitz, disregarding the fact that the Nazis acted in many other criminal ways and that the plan to build Auschwitz was developed only in 1941, while the Nazis came to power in 1933 and were criminals from the beginning and of course acted not only against Jews.

We should not overlook and play down the escalatory character of the Nazi brutality. Till 1938, for example, they worked towards a so called voluntary "transfer" (mass deportation) of the Jews out of Germany and employed much less violence than Israel today does while pursuing similar goals against the Palestinians. The Israeli army and the right wing radical gangs escalate continuously their violent acts and have plans, like the Nazis after 1938, for forced expulsion.

Historically, despite all the differences between the two situations - Nazi Germany and present Israel - there are too many worrisome and obvious structural similarities. The fact that there are still some democratic traits in Israel today while in the 1930s Germany was a dictatorship makes no real difference to the victims, for whom the type of political system that oppresses and abuses them is of no consequence. In fact, the Israeli Jewish citizens bear an even greater responsibility than did the people of Nazi Germany precisely because of these democratic traits. They don't yet have to fear the same repercussions as the Germans did under the Nazi regime.

If we consider very strictly Jamal Karsli's accusation that the Israeli soldiers used Nazi methods by putting numbers on the Palestinian captives, we have to admit that there are different circumstances involved in the two situations and for the Palestinians it was actually, in comparison with other Israeli crimes, a rather harmless action, which has mainly a symbolical value. The numbers were not tattooed in the hands of the Palestinians and the captive were not (yet) in an extermination camp like Auschwitz.

On the other hand, many Palestinians currently live in Ghettos and concentration camps and as the former Israeli education minister, Shulamit Aloni pointed out, we don't have to wait till there are gas chambers for the Palestinians in order to draw such comparisons. We experience already an escalating ethnic cleansing of the Palestinians and there are no exact figures of casualties due to malnutrition, lack of adequate medical care etc. Nor are there exact figures on how many Palestinians have left their homeland "voluntarily".

I consider the comparison between the Nazi atrocities and the Israeli crimes, despite the many differences, not only historically justified, but mainly politically necessary, as this is one of the important tools to prevent Israel from misusing the Nazi Judeocide as a free licence to kill, to abuse, to dispossess and to expel the Palestinians. This is one of the means to show that Israel has no moral right, and actually never had, to induce guilt feelings, for example in Europe -- guilt feelings among non-Jews that are the result of the long history of persecutions suffered by the Jews and that Israel and its affiliates know perfectly how to play upon and manipulate.

Zionist Lobby

There can be no doubt that the pro-Israel lobbies belong to the mightiest in the world. E.g one of them, AIPAC (American-Israel Public Affairs Committee), is proud of the fact that according to Fortune magazine it is for years one of most influential power groups in the US. One can read it on AIPAC's website and not just in some obscure publication of Jew haters.

In order to find ways to neutralize the pro-Zionist lobbies, we are not allowed to demonize them. We have to try to understand how they function and what are their weaknesses and soft points. The tendency to attribute some magical powers to them is not only racist, but is also self-defeating. It is an additional justification for the powerlessness of the people who propagate it. You cannot really be successful against such an omnipotent and supernatural phantom.

One of the greatest weaknesses of the pro-Israel lobbies is that they are usually just groups of officials with a very narrow base. There has not been a really effective opposition to them because too many people, Jews and non-Jews as well, believe that Israel defends the Jewish interests and can serve as a refuge in case of a second Judeocide. This myth, this illusion has to be destroyed!

It can be proven how Israel endangers not only the Palestinians but also Jews and not only in the Middle East. It has to be made widely understood that this illusion of life insurance for Jews is paid by the sufferings and blood of the Palestinians and is in itself a source of danger for Jews themselves.

Israel and its affiliated organizations have been pushing very strongly towards the present so called anti-terror campaign in general and especially towards the US aggression against Iraq; activities which have created more dangers rather than neutralising or preventing them.

In the case of Iraq there is no serious evidence that Saddam Hussein's regime was, in recent years, dangerous to anybody besides the Iraqis themselves. Israel was for sure not endangered by Iraq and Saddam Hussein signalled several times his earnest intentions to achieve an agreement with the Zionist

state. According to various reports in the early '90s he was even ready to absorb some of the Palestinian refugees in Iraq in order to help to pacify the Palestinian-Israeli conflict.

Just the same, many supporters as well as opponents of the Iraq war were, and some still are, convinced that this aggression was made in order to avert dangers to Israel.

There were for sure Israeli interests in this war, and this expressed itself by the active role that the Israeli ruling classes and the affiliated Jewish US neocons played in pushing towards this military action.

The name of the game is not more security but more instability and thus higher military budgets and more income for the US and Israeli military industrial complexes (MIC), who are supposed to be once again locomotives for their respective economies. This unholy alliance might one day come to an end and there are even today instances of conflict of interest between these partners and the Israelis have had to live with some painful defeats. For example many jobs in the Israeli military industries are in danger, because it is cheaper for the Israeli army to get weapons from the US for free rather than to buy them locally.

US military aid to Israel is to a large part a subvention to the US military industries, as most of the money cannot be expended anywhere else.

Some Israeli companies try to bypass these restrictions through joint ventures with US firms, but this does not mean that the production will stay in Israel.

The strong alliance forged between the US and the Israeli MICs in 1967 is the main reason for the strong influence of the pro-Israel lobbies. Once this alliance comes to an end, or the US MIC loses substantial political and economical importance, this will be the end of the bubble called the strong Jewish lobbies and not only in the US.

<<http://groups.yahoo.com/group/shamireaders/message/344>>

<<http://groups.yahoo.com/group/shamireaders/message/347>>

A notre avis, l'anti-sioniste Shraga Elam est le sioniste ultime. Il prétend discriminer dans les critiques qui sont portées contre Israël et les juifs qui le soutiennent. Comme tant d'autres, il possède la boussole qui lui indique le pôle antiraciste. Présentez-lui un texte, un argument, il sort sa boussole, la pose dessus et prononce ses arrêts: Shamir est un raciste, ou un tel est un antisémite. Ce faisant, il participe de la gigantesque escroquerie qui consiste à inventer des raisons de traiter les juifs comme s'ils ne faisaient pas partie de l'humanité ordinaire et à leur conférer une impunité ontologique dont ils profitent aussitôt pour s'emparer de la terre du voisin et le massacrer dès qu'il a le dos tourné. Shraga Elam fait penser à cette vieille blague sur les kantiens: "ils n'ont pas les mains sales, mais ils n'ont pas de mains..."

Voir le texte d'Israel Shamir – ce qu'il aurait dit à la Conférence Berlin de l'OSCE s'il avait invité – "Enfant d'un dieu subalterne", Conseils de révision de juin 2004, publication mensuelle de l'AAARGH, sur

<<http://conseilsderevision.tripod.com>> *Elam répond à ce texte de Shamir mais sans explorer toutes les dimensions de leur désaccord.*

La publication mensuelle de l'AAARGH en allemand, *Das kausale Nexusblatt*, dans on numéro de mai 2004, a publié des textes de Shraga Elam. (Voir:

<<http://aaargh-international.org/deut/deut.html>> Voir aussi son site:

<http://www.anis-online.de/pages/_1-ebene/ShragasRoom.htm>

3 - Pourquoi les juifs(ves) éructent-ils (/elles)

par Michel Dakar

Ceci est une tentative pour comprendre et expliquer la cause de la violence exceptionnelle de la haine agressive qui se manifeste chez des personnes juives, telles Pierre Stamboul et Danielle Bleitrach. Cette tentative est suivie d'un avis à ce sujet.

Voici une liste incomplète d'injures formulées par ces deux personnes, et par d'autres similaires :

- débile, taré, inculte, ignare, fasciste, nazi, " manipulateur fasciste ", intégriste, négationnistes, révisionniste, antisémite, terroristes, islamistes, abject, nauséabond, nauséux, répugnant, délétère, obsédé, " confus mental ", paranoïaque, malade, malade mental, fou, délirant, écoeurant, éructant, con, imbécile, " antisémite pathologique ", " délirant périodique paranoïaque ", paranoïaque, " individu souffrant ", hystérique, " errant maladif ", " acide corrossif ", " penseur rigide ", " haineux incroyable ", " fou de rage " (enragé) ...

Il faut noter que la plupart de ces injures se rapportent à la santé physique et mentale, et tendent à faire voir celui qui est visé comme un être diminué, soit un sous-être.

Beaucoup de ces injures expriment le dégoût, comme envers ce qui est dégénéré, ce qui rejoint l'idée précédente.

Or, Danielle Bleitrach et Pierre Stamboul sont tous deux juifs.

Le judaïsme conditionne ses adeptes à l'idée de leur propre suprématie, sur tous les autres humains.

Selon le judaïsme, seuls les juifs sont des humains, les autres " humains " sont des formes vivantes intermédiaires entre les animaux et les seuls humains que sont les juifs, ces formes intermédiaires ayant été créées par dieu pour servir les juifs, et le monde ayant été créé comme leur propriété (voir à ces sujets Maïmonide, le Talmud, la Bible au Deutéronome).

Dans le cas de Danielle Bleitrach, cas qui est traité dans les fichiers qui se rapportent aux échanges par e-mail entre Danielle Bleitrach et Maria Poumier (1), on peut observer de la part de Danielle Bleitrach, un total refus de dialoguer, toutes les expressions qu'elle emploie ne manifestant que le rejet de se situer à égal avec Maria Poumier, et sa volonté d'écraser cette dernière, comme si le seul fait que Maria Poumier osait seulement formuler une opinion indépendante sur les propos de Danielle Bleitrach, suffisait à provoquer de sa part ce déchaînement incoercible d'injures, comme si ce torrent d'injures avait pour but de faire disparaître Maria Poumier, qu'il devait la dissoudre, l'effacer de l'existence. Maria Poumier pour commencer est ainsi privée de son statut de professeur d'université, d'intellectuelle, par Danielle Bleitrach, qui de plus adresse au monde entier sans aucun complexe ses ordonnances grâce à l'e-mail de l'université d'Etat de Provence, dont une partie de son intitulé " bleit@up.univ-aix.fr ", prouve cette supériorité, cette autorité sur autrui qu'elle possède comme tout juif, naturellement de naissance.

En effet, comment une goy pourrait-elle imaginer se situer à égal avec Danielle Bleitrach, qui est juive ?

Et comment Danielle Bleitrach pourrait-elle supporter ce qui doit constituer à ses yeux un crime de lèse-majesté, une véritable blasphème ?

La seule réponse possible pour une personne conditionnée comme Danielle Bleitrach, est de faire disparaître cette offense, cette incongruité à l'ordre divin, à l'ordre juif, ordre qu'elle porte en elle, et qui la commande, la possède, qui l'habite, et dont elle est totalement dépendante et esclave.

Car, paradoxalement, ceux qui se construisent sur un tel principe totalitaire de supériorité, en définitive ne s'appartiennent pas, sont totalement dépossédés d'eux-mêmes, sont authentiquement des aliénés.

Ils se sentent très fragile, dès que la réalité entre en contradiction, en conflit avec l'image qu'ils portent d'eux-mêmes et du monde, dès qu'ils sont confrontés au réel, et que ce réel ne se plie pas à leur imagination, comme l'affrontement à ceux qui ne plient pas, qui sont libres, déclenche immédiatement chez ce genre de personne une peur panique, ce qui se traduit par ces flots d'invectives.

Ils se sentent immédiatement inférieur à tout autre qui se possède, qui est son propre maître, qui est son propre sujet, car indépendant d'un conditionnement totalitaire, qui ne se sent pas par principe supérieur à autrui, et pas plus inférieur, mais égal, et avec qui Danielle Breitrach doit échanger.

Or, les personnes conditionnées de façon si absolue, si intégrale, et qui sont de ce fait réellement diminuées, telles Danielle Bleitrach, sont incapables de vrais échanges.

Elles ne peuvent que dominer, ou si cette domination est impossible, écraser, faire disparaître, effacer, ce qui leur apparaît comme une sorte d'erreur, pour que eux puissent continuer à exister, à continuer à conserver leur équilibre, ou plutôt leur déséquilibre normal, qui tout en leur permettant de se mouvoir, et en leur donnant l'apparence de l'existence, les empêche de vivre, d'être au monde, de s'y mélanger, de s'y confronter à ce qui leur est étranger.

Cette incapacité à exister dans le monde, à être, à rencontrer et à connaître, ce qui est différent, ce qui n'est pas soi, s'est manifesté de façon gigantesque par la création de l'Etat d'Israël, et par ce mur, qui en réalité n'enferme par les arabes de Palestine, mais les juifs eux-mêmes.

Ce mur est l'apparition matérielle du conditionnement, du dressage mental juif, dressage mental qui exclu toute une population, les juifs, de la vie, de l'humain, et qui la dresse à l'hostilité envers toute l'humanité, et bien au-delà, envers toute vie, envers le cosmos, l'univers.

Quand, pourquoi et comment cette folie est-elle apparue, s'est-elle propagée, et s'est-elle amplifiée ?

Comment la résoudre avant que par son seul effet, elle anéantisse toute possibilité d'évolution de l'ensemble de l'humanité et d'écartement de cette voie fatale où l'humanité s'est enfermée, et que cette folie entraîne avec la population juive l'humanité dans son tombeau, tant cette population qui n'était à l'origine qu'une simple secte fanatique, mise au service des potentats et des tyrans pour maintenir asservis et exploiter leurs peuples, a fini, constamment fouettée par cette mécanique mentale implacable qu'est le judaïsme, par prédominer mondialement, par accumuler de façon de plus en plus rapide de la matière et du pouvoir, et devenir totalement inaccessible, à tout échange, à toute raison, et à tout contrôle, définitivement et réellement exclue du monde ?

(1) Voir aussi les fichiers :

<http://egade.org/danielle-bleitrach.htm>

<http://egade.org/judith-zemor.htm>

<http://egade.org/pierre-stamboul.htm>

<http://egade.org/ora-1.htm>

<http://egade.org/pierre-stamboul-union-des-juifs-pour-la-paix.htm>

<http://egade.org/courant-alternatif-pierre-stamboul.htm>

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

VUE DE L'INTÉRIEUR DU MONSTRE

" Oy, a balagan ! "

par **Linda Grant**

Chacun dans sa bulle, les habitants de Tel-Aviv partagent des histoires faites de persécutions et d'exil. Et s'accrochent à leur havre sinon de paix, du moins de sécurité.

En octobre de l'année dernière, je me suis rendue à Tel-Aviv, où j'ai loué un appartement sur Ruppin Street, à deux pas de la mer. C'est une rue tranquille bordée de palmiers et de ficus ombrageant des immeubles du Bauhaus érigés dans les années 30 pour loger les réfugiés qui affluaient d'Europe. Mes préoccupations étaient d'ordre privé et littéraire. Il s'agissait d'écrire un roman se passant dans une ville imaginaire d'un pays imaginaire dont tous les habitants auraient été originaires d'ailleurs, de parler de leur identité, de leur appartenance, de leur souffrance, et de voir si une vie hédoniste pouvait soulager le poids d'une douleur personnelle ancienne.

J'écrivais le matin et l'après-midi, juste au coin de la rue Ben-Yehuda, avec ses cafés, ses papeteries, son magasin de fruits et légumes, ses salons de coiffure, sa synagogue, son supermarché, sa manucure et sa station de taxi.

A toutes les personnes que je rencontrais par hasard, je demandais : "D'où venez-vous ?" et l'on me répondait...

"De Bagdad. Nous sommes arrivés dans les années 50, j'avais 7 ans, mais mon père ne se plaisait pas ici, alors nous sommes partis en 1960. Et savez-vous où nous sommes allés ? Non, non, pas en Amérique. A Téhéran ! Nous, des juifs !"

"Je suis né ici, mais mes parents sont de Salonique, en Grèce. Ils ont survécu à la guerre en se battant aux côtés des partisans communistes. Depuis, on a toujours voté à gauche, dans la famille."

"Mes parents sont venus du sud de l'Inde. Nous étions tout un village juif, et tout le monde est venu ici pour fonder un kibboutz dans le Neguev, près d'Eilat - un kibboutz indien, dans lequel j'ai grandi."

"Je viens de Pologne. Mon père était décorateur de théâtre à Varsovie dans les années 30. Il a survécu en jouant dans l'orchestre de l'Armée rouge ; ma mère a été déportée par les nazis. Nous sommes partis dans les années 60, lorsque j'avais 6 ans, à cause d'une nouvelle flambée d'antisémitisme."

"Je viens du Kurdistan irakien. Ma famille était établie là-bas depuis l'exil des juifs vers Babylone, et la cuisine que préparait ma mère était la même que celle que l'on faisait au temps du Temple."

"Je viens de Vilnius, en Lituanie. Mon père a été à Auschwitz. J'ai abominablement souffert de l'antisémitisme à l'école. Nous sommes arrivés ici en 1973 ; j'avais 8 ans."

"Je suis né en Afrique du Sud. Mes parents avaient des vignobles à Stellenbosch, mais c'étaient des idéalistes qui ne pouvaient supporter le régime d'apartheid. Alors, après la fondation de l'Etat d'Israël, ils ont tout vendu et sont venus s'installer dans un kibboutz."

On pourrait passer sa vie entière à jouer à un jeu électronique interactif basé sur les lois internationales et les résolutions de l'ONU, qui s'appellerait "Résoudre le conflit du Proche-Orient", sans arriver à comprendre pourquoi ça ne marche pas, car aucune solution n'est possible sans se référer aux expériences profondes et subjectives des peuples israélien et palestinien.

Le devoir de l'écrivain, c'est d'expliquer pourquoi quelqu'un ne se comporte pas de façon rationnelle, pourquoi son histoire, ses peurs, ses ambitions, ses illusions l'emporteront toujours sur ce qu'il peut lire dans les éditoriaux des journaux. C'est pour cela que j'ai passé quatre mois à écouter parler d'eux-mêmes des Israéliens ordinaires.

J'espère que quelqu'un ira à Ramallah, le Tel-Aviv de la Palestine, et donnera la parole à leurs homologues palestiniens de l'autre côté de la Ligne verte.

Chaque matin à Tel-Aviv, je descendais la rue pour acheter Ha'Aretz au marchand de journaux, un marathonnier du nom de Paul Smith ("Ça fait pas très juif, comme nom, hein ?"). Ensuite, je me rendais dans un petit café où Ma'or, un surfeur maigre dont la mère venait de Turquie et le père d'Espagne, me servait mon cappuccino, et j'ouvrais le journal avec appréhension. C'était chaque fois une épreuve douloureuse. Article après article, Israël y apparaissait comme une société dont chaque institution était dans un état effrayant - au mieux incompétente, au pire corrompue -, ne laissant subsister que d'infimes lambeaux des idéaux autrefois élevés du sionisme.

Des membres du Parlement, des ministres, des dirigeants de partis, des Premiers ministres et des généraux y étaient régulièrement dénoncés comme menteurs et escrocs. L'armée mentait, la police mentait, le gouvernement mentait. Des soldats m'ont parlé d'une "écorchure mentale", une sorte de cicatrice psychologique résultant du service dans l'armée d'occupation.

Une femme qui a fait son service militaire pendant la première Intifada m'a raconté comment elle avait été incorporée avec des garçons qui sortaient du lycée et comment elle les a vus franchir ce que les Israéliens appellent la "ligne rouge", braquant une arme sur la tête d'un enfant terrifié, humiliant un enseignant palestinien à un barrage, assassinant un civil désarmé. "Lorsqu'ils rentrent chez eux, la 'ligne rouge' reste franchie et ils commencent à traiter leur petite amie ou leur femme de la même manière, puis leurs propres enfants."

Assise là, dans ce café, je me suis souvent demandé comment ceux qui étaient là, buvant leur expresso et mangeant des viennoiseries, supportaient de vivre ce terrible effondrement de la promesse sioniste. J'essayais d'écouter leurs conversations. Je distinguais quelques mots : "Eyal Berkovic... Kevin Keegan... Manchester City... Portsmouth." D'abord, je ne compris pas. Comment ces gens pouvaient-ils être à ce point immunisés contre l'horreur qui se passait autour d'eux ? Mais j'ai fini par réaliser progressivement qu'avec leurs bombes, le Hamas et le Djihad islamique avaient réussi à dépolitiser la société israélienne. J'ai appris les quatre mots les plus importants du vocabulaire hébreu : *pigua* (kamikaze), *hamatzav* (la situation), *balagan* (le désastre), et *bu'ah* (la bulle à l'intérieur de laquelle vous vivez pour vous protéger de la violence aveugle). Les attentats-suicides créent une multitude de petits mondes refermés sur eux-mêmes, se réduisant à la famille, à quelques amis et à une géographie restreinte. Vous faites vos courses au supermarché de tel centre commercial pas trop fréquenté. Vous allez dans tel café qui dispose d'un garde armé. Vous conduisez vos enfants à l'école en prenant un chemin de traverse que n'empruntent pas les lignes de bus. C'est votre propre *bu'ah*, votre bulle personnelle, et toute personne qui n'en fait pas partie est potentiellement suspecte.

Pour les Israéliens, le monde ne semble pas plus sûr aujourd'hui qu'en 1948

Le couvre-feu, les barrages, les terribles incursions des troupes israéliennes, les assassinats ciblés, l'effondrement des infrastructures sociales, la malnutrition, les "cages" à l'intérieur desquelles les Palestiniens sont parqués comme des animaux au zoo, tout ce qui se passe à Gaza ou à Naplouse pourrait tout aussi bien se passer en Bosnie plutôt qu'à vingt-cinq minutes de voiture.

Personne ne va jamais dans les territoires occupés, si ce n'est un fils soldat ou un mari réserviste. Lorsqu'ils en reviennent, ils n'en parlent pas parce qu'ils ne le peuvent pas. Ils n'en ont pas les moyens émotionnels, et qui parmi nous pourrait les avoir ? Ils rentrent chez eux pleins de gratitude et réintègrent leur *bu'ah*. C'est comme si le gouvernement se limitait au rôle d'agent d'entretien, chargé de changer les ampoules et de passer l'aspirateur. Il a perdu son lien puissant avec la population. Lorsque je demande "Pour qui avez-vous voté aux dernières élections ?", on me répond : "Je n'ai pas voté" ou "J'ai voté mais on ne m'y reprendra pas. Et d'ailleurs, pour qui pourrais-je voter ?"

Le mur qui a été élevé au milieu de la Cisjordanie est considéré avec raison par les Palestiniens comme une annexion de fait d'une partie de leur territoire, visant à créer de misérables "réserves" palestiniennes, sans travail, sans école, sans eau et sans droit. Mais les Israéliens ne voient pas les choses ainsi. Et même si tel était le cas, ils se moquent désormais des torts qui peuvent être infligés à leurs ennemis. Ils n'interprètent pas le meurtre de civils israéliens comme une résistance désespérée contre une puissance occupante bardée d'un arsenal militaire de pointe et d'un chèque en blanc de la plus puissante nation du monde. Ils ont une vision différente de l'histoire.

"Il y a soixante et un an, les grands-parents de mon fils Yuval ont été assassinés en Pologne", m'a confié Yossi Mendelevitch, père d'un enfant de 13 ans qui venait de se faire tuer dans un attentat contre un bus à Haïfa. Alors que nous contemplions le trou creusé par la bombe qui avait arraché les bras de son fils, il a ajouté : "C'était leur holocauste, et voilà le sien." Mais l'Holocauste s'est achevé voilà bientôt soixante ans. Pendant combien de temps une nation peut-elle vivre dans la mémoire de la persécution qu'elle a subie, alors qu'elle-même est devenue persécutrice ? Au cours des dix dernières années, plus de 1 million de personnes qui ont eu à souffrir de persécutions antisémites étatiques sont arrivées en Israël :

des Juifs éthiopiens qui eurent à subir d'atroces marches de la mort à travers le Soudan, [*organisées par le Mossad*] endurant meurtres et viols dans des camps de réfugiés, des Juifs russes qui étaient des citoyens de seconde zone avec des droits restreints à l'emploi et à l'éducation. [*Mensonge total*]

Il est très difficile de maintenir simultanément dans son esprit deux visions du monde, d'être à la fois le descendant d'une famille qui a survécu à soixante-dix ans de meurtres soviétiques et l'agent d'une aventure coloniale occidentale destinée à soumettre et conquérir des territoires arabes. Certaines personnes y arrivent, mais elles sont rares. En Grande-Bretagne, nous en sommes toujours à débattre pour savoir s'il existe une véritable recrudescence de l'antisémitisme ou s'il s'agit d'un effet de propagande pour faire taire toute critique à l'égard d'Israël.

Ici, un tel débat n'existe pas parce que la presse rend compte des incidents antisémites qui se passent en Europe de façon beaucoup plus exhaustive que les médias européens. Le flux constant d'immigrants arrivant de France parle également de lui-même. Pour les Israéliens, le monde ne semble pas plus sûr aujourd'hui qu'il ne l'était lorsque l'Etat d'Israël fut créé. Les boycotts d'universitaires, les menaces de sanctions, les résolutions des Nations unies renforcent le sentiment qu'ont les Israéliens d'être un peuple au ban des nations et un éternel bouc émissaire.

Les Israéliens ont une devise : "Si quelqu'un te dit qu'il va te tuer, ne lui accorde pas le bénéfice du doute." Les partis de droite, et en particulier Ariel Sharon, comprennent l'anxiété des Juifs. Ils la nourrissent et la flattent en déclarant : "Nous savons ce que vous redoutez ! Ne vous en faites pas, nous vous protégerons et avec nous vous serez forts." J'ai quitté Israël encore plus profondément troublée que je ne l'étais en arrivant. Car il m'est venu le sentiment insupportable qu'il se pourrait bien que ce conflit soit insoluble de l'intérieur. Je pense que les Israéliens pourraient restituer les territoires occupés en échange d'un accord final sur leurs statuts mais qu'ils refuseraient s'ils pensent que les Palestiniens ne le considèrent que comme la première phase d'un combat pour reconquérir toute la Palestine. "Si nous leur donnons Netzarim, pourquoi ne réclameraient-ils pas Tel-Aviv ?", m'a-t-on souvent demandé.

Après quatre mois en Israël et des centaines d'heures de conversation, je n'ai pas trouvé l'ombre d'un indice qui donnerait à penser que les juifs israéliens pourraient souscrire à un accord de paix qui ferait d'eux, en l'espace d'une ou deux générations, une minorité dépendant du bon vouloir d'une majorité palestinienne, dans une région du monde où il n'y a ni démocratie, ni véritable respect des droits de l'homme. Ainsi que me le disait le romancier David Grossman : "Tout l'univers ne suffirait pas à donner aux Israéliens un sentiment de sécurité suffisant." Dans une interview donnée à Ha'Aretz en août 2000, on demanda à Edward Saïd ce qu'il adviendrait des juifs s'ils devenaient une minorité au sein d'un Etat unique. Il répondit : "Cela m'inquiète énormément. La question de ce qu'il adviendra des juifs est très difficile pour moi. Je ne sais vraiment pas. Cela m'inquiète."

J'ai quitté Israël, accablée par un sentiment d'horreur. Dans l'avion, non loin de moi, une jeune mère tenait Netta, un bébé israélien de 10 mois, dans ses bras. Le bébé souriait et gazouillait sans se préoccuper des turbulences que causait un violent orage alors que nous tentions d'atterrir à Londres. Je l'ai regardé en essayant d'imaginer son avenir, me demandant s'il se pouvait qu'effectivement il n'y ait pas de solution mais seulement des conséquences, fatalement tragiques. Le mot le plus important en hébreu est *balagan* : "*Oy, a balagan !*" Quel désastre.

Courrier international - n° 708 - 27 mai 2004

RUBRIQUE : ILS FOUTENT LE CAMP

La diaspora (volontaire) d'Israël

par Camilla Lai Ortolan

La dernière diaspora du peuple juif part de la terre promise. Et l'exode cette fois est volontaire. Selon le CBS, le Bureau central des statistiques de Tel Aviv, en 2001 — dernière année des données analysées pour le moment — on a enregistré le plus fort nombre d'Israéliens émigrés à l'étranger depuis 1961. Sagit Uzan, du département de la population au CBS, affirme que « le nombre des citoyens israéliens qui demandent des visas pour l'étranger est en augmentation constante ». « On ne peut pas savoir avec précision combien de gens quittent le pays », déclare Moshe Lissak, enseignant de sociologie à l'Université juive de Jérusalem, « parce que les statistiques du gouvernement se basent sur le fait que les gens soient ou non rentrés en Israël pendant la dernière année. Autrement dit, si on ne revient pas dans le pays pendant 12 mois, on est classé dans la catégorie émigrés ». Ce qui ne correspond pas nécessairement à la vérité. « Il y en a qui ne peuvent pas revenir, par exemple des étudiants sans ressources ; et ceux, au contraire, qui viennent souvent en visite pendant l'année mais qui ne vivent plus dans le pays », explique Lissak. Et il ajoute : « La seule chose qui est sûre c'est que de plus en plus d'Israéliens quittent cette terre ». Partent ceux qui sont arrivés dans le pays récemment. Partent aussi les gens de la classe moyenne, la plus touchée **par la crise économique et par l'effondrement du secteur technologique**. « Mais même

les gens de la deuxième et troisième génération d'Israéliens sont en train de partir », dit Lissak. Les fils des kibboutzim aussi. Des gens de toute origine sociale et, je crois, politique.

Croissance exponentielle

Pendant ces trois dernières années, correspondant au début de l'*Intifada al Aqsa*, le 20 septembre 2000, le nombre des Israéliens ayant fait une demande de visas pour les Etats-Unis a doublé. A l'ambassade US de Tel-Aviv on confirme la croissance exponentielle des visas pour les USA : 1752 accordés en 2000, 1875 en 2001, 1900 en 2002 et 1600 pour le premier semestre 2003. Les visas sont accordés pour regroupements familiaux ou pour des raisons de travail. « La crise économique de ces dernières années, surtout dans le secteur technologique a sûrement beaucoup compté », déclare une source anonyme de l'ambassade. « Mais on entend dire de plus en plus que les gens en ont marre, qu'ils veulent autre chose pour leur vie quotidienne et pour l'avenir. » « Les Israéliens sont en train de chercher des issues pour le cas où les choses empireraient », affirme Michael Shalev, autre sociologue de l'université juive. Et il ajoute, presque pour lui-même : « Comme si ça pouvait être pire ». Pourquoi ? « C'est une conjonction de facteurs : crise politique, économique, le problème de la sécurité », explique Shalev. « C'est difficile, voire impossible de séparer la situation économique du problème politique et de savoir ce qui pèse le plus dans la décision de quitter le pays ». « Chacun a son histoire », dit Lissak. « Celui qui part pour des raisons économiques : Silicone Valley en Californie est le paradis de la génération des trente ans, experts en haute technologie. Ils disent que le marché israélien est trop petit et instable, à cause de la guerre et de l'insécurité. Mais même dans les couches les plus basses on part à la recherche d'un travail. Et d'autres encore disent qu'ils ne supportent plus la bureaucratie, le manque de sécurité, les guerres perpétuelles. **Les jeunes réservistes en ont marre de l'armée** ». Que l'économie israélienne soit en crise, ça n'est pas une nouvelle : en deux ans l'inflation est passée de 0 à 7 %, et le chômage à 10 % place Israël en quatrième dernière place sur une liste de 27 pays occidentaux. Mais le signal d'alarme le plus grave de la crise économique avait été lancé par le quotidien *Yedioth Aharonot*, à l'automne dernier, à la veille de Rosh Hashanah : **72 % des citoyens israéliens ne croient pas que les jeunes aient un avenir en Israël**. Et les journaux en hébreu publient de plus en plus souvent des annonces d'associations légales qui aident à transférer des capitaux à l'étranger, à vendre des propriétés, à demander des permis de séjour. Ou aident des jeunes qui n'ont pas de bourse d'études à trouver du travail aux Etats-Unis, payés 5 dollars de l'heure. C'est peu mais c'est déjà un premier espoir de pouvoir rester.

Sur <http://www.oznik.com> il y a un vade-mecum en hébreu, pour ceux qui partent à New York: ce qu'il faut faire avant de partir et une fois arrivé. La nouveauté absolue par rapport aux périodes de crise précédentes, c'est que cette fois parmi ceux qui partent il y a aussi les petits-fils des pionniers qui, en 48, sont arrivés de partout pour fonder l'état hébreu. « J'ai grandi avec mes grands-parents qui me disaient: plus personne ne nous chassera, pas d'ici », se souvient Joshua, 39 ans. Cette génération qui même dans les moments les plus durs n'a pas lâché. Même en 66, quand la crise économique a pris des allures alarmantes ou quand, en 67, le chômage avait atteint 12 %. Juste quelques mois avant la guerre, dernière goutte qui a fait déborder le vase. « A l'époque on entendait qu'il y avait des départs en masse », raconte Michael, qui vit en Israël depuis trente ans. « On disait qu'à l'aéroport Ben Gourion, il y avait une pancarte: que le dernier éteigne la lumière ». En hébreu *yordim* veut dire « ceux qui descendent » ; et, en opposition à *olim*, « ceux qui montent » — sur la colline de Jérusalem, acquérant la citoyenneté israélienne — connote un sens de trahison. On appelait *Yordim* ceux qui partaient, dans les années 60. A l'époque de Rabin, on les appelait plus simplement couards. Dans les années 70, les perdants. « Maintenant par contre, même les plus anciens font preuve d'ouverture et **il y a seulement de l'envie, vis-à-vis de ceux qui arrivent à partir** », dit Zac, émigré depuis trois ans et demi aux Etats-Unis. En somme, désormais les grands-parents exhortent les enfants à faire leur vie à l'étranger. Du fait aussi que pour ces **640.000 israéliens de plus de 65 ans**, la vie est de jour en jour plus difficile. Dans un récent rapport de l'Institut Brookdale, remis en février à Moshe Katsav, président israélien, on lit que 20% des personnes âgées doivent choisir chaque jour entre faire leurs courses ou aller à la pharmacie. De nombreuses personnes interrogées ont admis qu'« Israël aujourd'hui est très différent de l'état qu'on rêvait de créer ». Mais **ceux qui partent sont surtout ceux qui sont arrivés récemment dans le pays**. « Dans chaque vague migratoire, 6 % environ de ceux qui arrivent repartent dans les premières années », affirme Lissak. Le professeur Yinon Cohen, du département d'études du travail de l'université de Tel Aviv, explique qu'il « est plus difficile de s'acclimater pour ceux qui peut-être ne parlent pas la langue ou ne connaissent pas bien le pays. Et surtout, c'est plus simple de repartir si on a un endroit où retourner. Tout le monde ne peut pas le faire : les Israéliens ne peuvent pas rentrer au Yémen ou en Iran. »

Mais ces trois dernières années la moyenne des départs s'est élevée et de façon non négligeable. Les Etats-Unis, avec 22,5 %, ne sont même pas au premier rang dans la classification des pays les plus demandés. C'est le Canada qui est en tête: selon des statistiques du ministère de l'Intérieur israélien, 26 % des Canadiens arrivés depuis 1989 a désormais quitté définitivement le pays. Puis l'Afrique du Sud (19,8 %), la Grande-Bretagne (19,3 %) et la France (16 %). Mais il y a de longues files même devant les consulats de pays qui n'ont jamais exercé un grand attrait sur les Israéliens (Pologne, Hongrie, Roumanie); peut-être à cause de leur entrée dans l'UE. Mais pas seulement : « un phénomène tout à fait

nouveau est le **retour en ex-Union soviétique** », dit encore Lissak. Ceux qui ne sont pas encore partis se mettent à l'abri. « Il y a de plus en plus de gens qui demandent un « passeport de sécurité », dit Cohen en se référant à la loi sur la double citoyenneté. « C'est un phénomène en expansion : les israéliens découvrent d'autres nationalités », confirme Shalev. « Le phénomène est nouveau parce qu'il va à l'encontre de l'idéologie dominante, fondée sur l'axiome : nous sommes seuls et nous n'avons pas d'autre endroit où aller ». Faux : la course au deuxième passeport a commencé et elle est en pleine ascension. Ceux qui ont une double nationalité se déplacent sans nécessité de visa. Et sans laisser de traces, de sorte que pour les consulats des pays de destination il est impossible de quantifier les Israéliens récemment arrivés. Celui qui bénéficie par exemple de la double citoyenneté étasunienne, « peut partir et rentrer aux USA et en Israël, en utilisant les deux passeports », nous explique un porte-parole de l'ambassade américaine à Tel Aviv qui estime que 100 à 140.000 Israélo-Américains repartent outre océan chaque année » ;

Voie de sortie

Même les juifs italo-israéliens sont en train de chercher des voies de sortie. « Le bureau de l'état civil est en expansion constante », affirme-t-on à l'ambassade italienne de Tel Aviv. « En 2002, on a eu une augmentation de 20 % des inscriptions : de plus en plus de gens se préoccupent de vérifier s'ils n'ont pas perdu la citoyenneté italienne, ou la font obtenir à leur conjoint et à leurs enfants ». Et pendant qu'augmente le nombre de ceux qui quittent le pays, décroît celui de ceux qui arrivent dans ce qui a toujours été terre d'immigration par excellence. Au Bureau gouvernemental des statistiques on n'a pas encore évalué les données pour 2003. Mais au consulat italien de Jérusalem, une source nous indique que « pour la première fois dans l'histoire d'Israël le nombre des émigrés est inférieur à celui des immigrés ». « L'essence du sionisme » avait dit David Ben Gourion en 1944, « est de peupler Israël avec une multitude de juifs ». « Aucune personne raisonnable ne vivrait ici : nous sommes toujours en guerre, la sécurité n'existe pas », déclare Cohen. Et il ajoute : « et pourtant d'un point de vue démographique, entre 1948 et 2000, le modèle sioniste s'était révélé vainqueur: en 50 ans, nous sommes passés de 500.000 à plus de 5 millions ». Maintenant pourtant les choses changent. Reviendront-ils, les *yordim* contemporains ? Au département de sociologie à Jérusalem, on enseigne qu'il faut 7 ans pour le savoir, parce qu'après cette période les possibilités de revenir en Israël s'amenuisent. Cela dépendra certainement de la disparition de ces facteurs qui motivent ceux qui partent ou qui voudraient partir.

Il Manifesto (quotidien italien) du dimanche 16 mai 2004, reproduit dans *Il resto del ciclo*, 8, Luglio-Agosto 2004, publication mensuelle de la section italienne de l'AAARGH, <http://www.geocities.com//ilrestodelciclo> traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio, Point d'information Palestine n° 237.

DANS L'ARSENAL CACHÉ D'ISRAEL

Comment Israël "disperse" les manifestations : guerre chimique en Cisjordanie ?

par **James Brook**

« Le 10 juin 2004, les deux cliniques d'Al-Zawiya ont traité 130 patients pour inhalation de gaz. Les patients étaient des enfants, des femmes, des gens âgés et des hommes jeunes. Le Dr Abu Madi a rapporté de nombreux cas de [tétanie], de spasmes des jambes et des mains, en liaison avec le système nerveux. Les pupilles étaient dilatées ... Etat de choc, semi inconscience, hyperventilation, irritation et sudation figuraient parmi les autres symptômes. » (1)

Ainsi est écrit un rapport par des unités médicales servant dans le village de Cisjordanie de Al-Zawiya, où la résistance non-violente au Mur qu'Israël construit a été extraordinairement résolue.

D'après le rapport médical (que s'est procuré l'International Middle East Media Center - IMEMC), « le gaz utilisé contre les protestataires n'est peut-être pas un gaz lacrymogène mais un gaz neurotoxique. »

Le lendemain, le 'Bloc de la Paix' Israélien, Gush Shalom, commença un communiqué de presse par la citation suivante sur Al-Zawiya : « L'armée n'a pas utilisé hier de gaz lacrymogène. Nous savons ce qu'est un gaz lacrymogène, ce qu'on ressent. C'était quelque chose de complètement différent ... Quand nous étions encore à une grande distance d'où les bulldozers opéraient, ils ont commencé à tirer des choses comme celle-ci (tenant un tube de métal vert sombre avec l'inscription « Hand and rifle grenade N°400 » - en anglais). Une fumée noire en sortit. Toutes les personnes qui la respirèrent perdirent conscience immédiatement, plus de 100 personnes. Elles restèrent inconscientes près de 24 heures. Une d'elles est toujours inconsciente, à l'hôpital Rafidiya de Naplouse. Elles avaient une forte fièvre et leurs muscles étaient raides. Certaines avaient besoin d'une transfusion de sang en urgence. Est-ce un moyen de disperser une manifestation, ou **est-ce la guerre chimique ?** » (2)

L'incident d'Al-Zawiya semble être la dixième attaque par des soldats israéliens utilisant un "gaz inconnu" contre des civils palestiniens depuis début 2001. Nous avons des photos des boîtiers. Nous avons un film des victimes souffrant à l'hôpital. Nous avons des interviews avec des médecins palestiniens et européens qui ont traité les victimes. Et nous avons probablement des centaines, voire des milliers, de survivants. Mais nous ne savons rien de ce qu'ils sont devenus. Malgré les données, nous n'avons pas enquêté.

Tout en étant un secret d'Etat, le développement par Israël d'armes chimiques et biologiques (ACB) a été connu et analysé depuis des décennies. De l'empoisonnement de puits et de réseaux d'eau en 1948 (3, 4) à la conversion d'avions F16 en épandeurs de gaz neurotoxiques en 1998 (5), Israël a toujours montré un grand intérêt dans le développement d'agents chimiques et biologiques, et de méthodes pour leur dissémination.

En 1992, un 747 d'El Al transportant des USA vers Israël des précurseurs d'agents neurotoxiques s'écrasa sur un immeuble d'habitations d'Amsterdam (6). D'après Salman Abu Sitta, président de la Palestine Land Society, le quotidien hollandais respecté *NRC Handelsblad* suivit le crash d'une enquête approfondie sur l'Israel Institute for Biological Research (IIBR), le complexe israélien des ACB de Nes Ziona. L'article rapporta des « liens étroits » avec plusieurs centres de recherche sur les ACB et médicaux américains, une « coopération étroite entre IIBR et le programme britannico-américain de guerre biologique », et « une collaboration importante en recherche sur les armes biologiques avec l'Allemagne et la Hollande. » (7) A IIBR, des docteurs publient des recherches de niveau international sur l'acétylcholinestérase, le gros filon pour la conception de gaz neurotoxiques. Le complexe de Nes Ziona a la réputation d'avoir inventé un fusil à aiguille empoisonnée « indétectable » pour des assassinats « propres » (8). En septembre 1997, deux jours après que le roi Hussein de Jordanie ait dit au Premier Ministre Natanyahou que le Hamas souhaitait des négociations, des agents du Mossad en Jordanie essayèrent de tuer le dirigeant du Hamas Khaled Misha'al d'une dose létale de fentanyl (9).

Pendant des années, des rumeurs ont couru qu'Israël utilisait ou testait des agents chimiques inconnus sur des civils palestiniens.

Les rumeurs commencèrent à montrer leur substance le 12 février 2001, quand Israël commença une campagne de six semaines d'attaques par des « nouveaux gaz » dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Par chance, le cinéaste américain James Longley arriva à Khan Younis, à Gaza, au milieu de la première attaque. Cet après-midi là, il commença à filmer les victimes. Son film primé, *Gaza Strip*, documente la réalité nue de l'armement chimique d'Israël : les boîtiers, les médecins, les témoins, et l'affreuse souffrance des victimes, dont beaucoup sont restés hospitalisés des jours ou des semaines (10). Le gazage de quartiers de Khan Younis du 12 février présageait des attaques qui suivirent. Quand les boîtes de gaz touchent le sol, elles envoient des nuages de fumée fuligineuse, blanche ou noire. Le gaz n'irrite pas et, sans odeur au début, prend une senteur douce de menthe après quelques minutes. Une victime de souvient, « Ça sentait bon. Vous avez envie d'en respirer plus. Vous vous sentez bien en le respirant. » La fumée varie souvent en un 'arc en ciel' de couleurs changeantes (11, 12). Cinq à trente minutes après avoir respiré le gaz, les victimes commencent à se sentir malades et ont du mal à respirer. Un mal fulgurant commence à leur tordre les boyaux, suivi de vomissements, parfois de sang, puis d'une hystérie complète et de convulsions extrêmement violentes. De nombreuses victimes souffrent d'un syndrome incessant pendant des jours ou des semaines, alternant convulsions et périodes d'angoisse consciente, avec contractures et vomissements. Les Palestiniens le disent : « Ça ne ressemble à rien de connu avant. » (13) Quarante personnes ont été admises à l'hôpital Al-Nasser « dans un état bizarre d'hystérie et de dépression », souffrant d'« évanouissements et de spasmes ». Seize gazés durent être transférés aux soins intensifs. Les médecins « relatèrent aux Israéliens l'usage d'un gaz qui apparaissait causer des convulsions. » (14)

Au camp de réfugiés de Gharbi, 32 personnes « furent traitées pour de sérieuses lésions » après l'exposition au gaz. Le Dr Salakh Shami de l'hôpital Al-Amal rapporta que l'hôpital reçut « environ 130 patients souffrant de l'inhalation de gaz du 12 février. » (15) Le personnel médical abasourdi « n'avait jamais rien vu comme le gaz à Toufa. » Les victimes "sautaient en haut, en bas, à gauche et à droite, balançant leurs membres en tous sens », souffrant de « convulsions ... une sorte d'hystérie. Ils tremblaient tous." D'autres étaient déjà inconscients. Une heure ou deux après, ils en sortaient. Et les convulsions et les vomissements et la désorientation et la douleur revenaient (16).

Le lendemain, 13 février, les forces israéliennes déployèrent de nouveau les étranges boîtes de gaz à Khan Younis. Plus de quarante nouvelles victimes du gaz, « dont un certain nombre d'enfants d'1 à 5 ans », arrivèrent à l'hôpital Al-Nasser et à celui du Croissant Rouge palestinien (17). Les nouvelles commencèrent à se répandre. « Les forces de sécurité palestiniennes ont accusé l'armée israélienne d'utiliser des gaz neurotoxiques au cours d'une fusillade hier », rapporta AFX News Limited, notant « l'armée a formellement nié les accusations. » (18) *La Voix de Palestine* rapporta que « les spécialistes pensent qu'il s'agit d'un gaz neurotoxique internationalement interdit. » Ceux qui ont inhalé le gaz « souffraient de dépression et vomissaient du sang. » (19)

Le lendemain, *Deutsche Presse-Agentur* citait le Dr Yasser Sheikh Ali de l'hôpital Al-Nasser : « Israël a utilisé contre les Palestiniens une variété puissante de gaz lacrymogène qui cause des convulsions

et des spasmes. » D'après DPA, « plus de 80 Palestiniens ... rapportèrent que les soldats israéliens avaient utilisé le gaz à fumée blanche, mais Israël l'a nié. » (20) Le Centre Palestinien des Droits de l'Homme (PCHR) rapporta que le 15 février, trois autres boîtes de gaz empoisonné avaient été tirées sur des maisons dans le camp de Khan Younis, et « 11 autres Palestiniens civils, surtout des enfants, ont souffert de suffocation et de spasmes à cause de l'inhalation de gaz » (21). Le journaliste britannique Graham Usher écrivit que des civils de Khan Younis étaient « incapacités » par « une 'nouvelle' sorte de gaz toxique. » (22)

Le Président de l'Autorité Palestinienne Yasser Arafat "accusa Israël d'utiliser un gaz toxique » publiquement. L'armée israélienne envoya un second démenti. Le ministre israélien des communications Ben Eliezer qualifia les rapports sur les victimes du gaz à Khan Younis d'« incorrects et faux ». Le ministre de l'Autorité Palestinienne Nabil Shaath dit qu'un échantillon de gaz serait envoyé à « un centre international pour analyse » (23). Les résultats, s'ils existent, ne furent jamais divulgués.

Le 18 février, on rapporta que près de la colonie de Neve Dekalim, les soldats israéliens tirèrent quatre boîtes de gaz toxique sur des maisons de Khan Younis. Plus tard l'après-midi, d'autres charges furent tirées, forçant les Palestiniens à fuir de chez eux. Le PCHR rapporta que « 41 civils Palestiniens, surtout des femmes et des enfants, souffraient de suffocations et de spasmes (24). D'après le décompte du PCHR, 238 Palestiniens furent affectés par les attaques au gaz toxique du 12 au 20 février. 37 victimes étaient encore hospitalisées le 22 février (25).

Le 2 mars, un gaz inconnu fut utilisé contre des civils en Cisjordanie à Al-Bireh. Les soldats israéliens auraient tiré « des boîtes d'un gaz noir très actif similaire à celui utilisé il y a trois semaines à Khan Younis. » (26) Le lendemain, les forces israéliennes à l'est de Gaza City utilisèrent un gaz qui « laissait des symptômes différents de ceux du gaz utilisé en premier à Khan Younis depuis le 12 février », quoique il y eût aussi des similitudes. Dans cette attaque, le début de la douleur abdominale semblait plus tardif (27). Le 30 mars, des professionnels médicaux de Naplouse rapportèrent que les soldats israéliens utilisaient le nouveau gaz toxique contre des manifestants palestiniens (28). Le journaliste britannique Jonathan Cook rapporta une attaque au gaz sur une cour d'école au village d'Al-Khader près de Bethléem. Slimane Salah, 13 ans, jouait quand un container de gaz tomba à côté de lui, « l'enveloppant dans un nuage de gaz que les témoins qualifièrent d'inhabituel, de couleur jaune ». Il fallut de fortes doses d'anti-convulsifs pour contrôler les crises du garçon et le garder conscient. Ses symptômes « furent finalement sous contrôle cinq jours après son exposition au gaz. Mais le père de Salah dit que le garçon souffre toujours de maux d'estomac, de vomissements, de torpeur et de problèmes respiratoires. » (29)

Dans son rapport spécial de mars 2003, 'Israel Secret Weapon', *BBC Télévision* passa en revue cette série d'attaques au gaz, notant, « L'armée israélienne a utilisé de nouvelles armes non identifiées. En février 2001 un nouveau gaz a été utilisé à Gaza. 180 patients furent admis dans les hôpitaux avec des convulsions sévères ... Israël est au dehors des traités sur les armes chimiques et biologiques et refuse toujours de dire ce qu'était le nouveau gaz » (30).

Dans mon analyse d'amateur des déclarations des victimes, des témoins et du personnel médical sur cette série d'attaques, j'ai identifié 33 symptômes différents attribués au gaz non identifié. Tous, sauf trois, semblent être typiques d'un empoisonnement par gaz neurotoxique (31). Tareq Bey, un expert en guerre chimique à l'Université de Californie d'Irvine, a dit au *Chicago Reader* que les symptômes qu'on lui a décrit « correspondent tous très bien avec un gaz neurotoxique », quoique il était étonné par le parfum signalé et par les démangeaisons (32).

Dans un article du 3 octobre 2003, Jennifer Loewenstein et Angela Gaff demandaient, "Quel gaz Israël utilise t-il ? » Elles rapportaient l'histoire de Mukhles Burgal, un prisonnier palestinien pris dans une attaque brutale dans la prison d'Ashkelon. Les « gardiens se frayèrent un chemin dans la cellule surpeuplée, et l'arrosèrent de deux boîtes d'une sorte de gaz. Certains des 14 prisonniers se sont évanouis ... Les effets du gaz étaient des spasmes musculaires sévères et la sensation irrésistible d'être incapable de respirer. » (33)

Le surlendemain, le *Palestine Monitor* rapporta qu'à Rafah, les forces israéliennes étaient accusées de « tirer des grenades au gaz contenant un gaz noir qu'on pense être de l'adamatite [de l'adamsite ?] - dont l'usage est interdit par la loi internationale. Les autorités médicales prièrent les gens d'éviter les gaz à tout prix, car il ne cause pas seulement des difficultés respiratoires, mais il affecte sérieusement le système nerveux. » (34) Pour une raison inconnue, le communiqué du PCHR du même jour, source apparente de ces rapports, n'est plus disponible (35). Le 14, la témoin Laura Gordon écrivit, « L'armée a utilisé un genre de gaz neurotoxique pour la première fois à Rafah, laissant des gens plusieurs jours dans les convulsions. » (36)

Après la récente attaque au gaz à Al-Zawiya, les édiles de la ville ont rapporté au journal *al-Ayyam*, « les troupes d'occupation israéliennes utilisaient une substance illégale qui a causé des spasmes nerveux et plusieurs cas ont dû être transférés dans les hôpitaux de Naplouse. » (37) Le Centre de Presse Internationale (IPC) de l'Autorité Palestinienne a rapporté que « les sources officielles et publiques à Al-Zawiya ont déclaré que ceux qui avaient inhalé le gaz lacrymogène tiré par les troupes des IDF il y a quatre jours souffrent toujours des effets du gaz ... un certain nombre de ces citoyens ont déjà des amnésies totales ou partielles, en plus de crampes ... en plus de crampes étranges toutes les trois heures

... Ceux qui ont respiré le gaz souffrent toujours de fortes douleurs aux articulations et de nausées depuis quatre jours. Les témoins se souviennent que les soldats israéliens s'empressaient de ramasser les boîtiers de gaz vides. » Les journalistes ont dit à l'IPC « que le gaz était de différentes couleurs qu'ils n'avaient jamais vu sortir d'une boîte de gaz lacrymogènes avant, et que certains gaz avaient une odeur inconnue. » (38) D'après l'IMEMC, "...des dizaines de manifestants qui ont inhalé ce gaz ont eut des pertes de mémoire partielles. Le Dr Bassam Abu Madi a dit à l'IMEMC que certains de ceux qui avaient inhalé le gaz avaient eu des suffocations sévères et des contractions des muscles des pieds et des bras. Les témoins disaient que le gaz avait une étrange odeur et une couleur brun rouge. »

Dans un article consécutif, IMEMC conclut que « les protestataires furent attaqués avec un gaz différent des gaz lacrymogènes. Ceux qui inhalèrent le gaz souffrirent d'amnésie partielle tandis que d'autres avaient des symptômes de gaz neurotoxiques. Mais ceci n'a pas été confirmé médicalement par manque de laboratoires pour inspecter les boîtiers de gaz ramassés sur les lieux. » (39) *Al Jazeera* rapporta l'opinion d'Awni Khatib, un professeur de chimie à l'Université d'Hébron ; "les nouveaux symptômes - particulièrement les violentes convulsions qu'ont connus des protestataires palestiniens hors du village de Sawiya au sud-ouest de Naplouse - suggèrent que l'armée israélienne pourrait utiliser une nouvelle classe de produits chimiques, entre lacrymogènes et armes chimiques ». (40)

L'utilisation répétée de produits chimiques hautement toxiques contre les civils palestiniens est maintenant un secret éventé. Nous devons nous attendre à ce que ces attaques continuent jusqu'à ce qu'un effort concerté soit fait pour déterminer les faits et en rendre Israël responsable. Jusqu'à présent, **la communauté internationale des Droits de l'Homme a constamment ignoré** les preuves qui s'accumulent.

Quand des enquêteurs professionnels commenceront-ils à recueillir et à tester les cylindres de gaz ? Pourquoi personne sauf James Longley ne s'est-il donné la peine de rapporter des interviews avec des victimes, des médecins et d'autres témoins ? Dans un monde où la simple possession d'armes chimiques par un pays peut servir d'excuse pour un châtement international, comment l'emploi d'armes chimiques contre des civils par un autre pays peut il être mis à l'écart sous le qualificatif de tactique « regrettablement excessive » de contrôle des foules ?

Notre silence empoisonne la Palestine.

Notes :

1. One Israeli, one Palestinian arrested and 40 wounded in anti-wall protest, *International Middle East Media Center*, 14/6/2004.
2. Sharon Praised While Wall Construction Continues, Gush Shalom, 11/6/2004.
3. The Jews of Iraq, par Naeim **Giladi**, *The Link*, Avril-Mai, 1998, American Middle East Update.
4. Traces of poison, par Salman **Abu-Sitta**, *Al-Ahram Weekly Online*, 27 Feb. - 5 Mars 2003.
- 5, 6. Israeli WMD - Israel's Weapons of Mass Destruction, par Neil **Sammonds**, *ZNet*, 11/10/2002.
7. Traces of poison, par Salman **Abu-Sitta**, *Al-Ahram Weekly Online*, 27 Feb. - 5 Mars 2003
8. Israel's Anti-Civilian Weapons par John F. **Mahoney**, Janvier -Mars 2001.
9. Diplomatic Struggle Follows Bungled Assassination Attempt in Jordan, *New York Times*, 15 octobre 1997.
10. *Gaza Strip*, James **Longley** (producteur), 2001.
11. *The Israeli Poison Gas Attacks : A Preliminary Investigation*, James **Brooks**, Vermonters for a Just Peace in Palestine/Israel, 8 Janvier 2003
- 12, 13. Selected Interviews Gaza Strip par James **Longley**.
14. Israelis Kill 14-year-old, Assassinate Arafat Bodyguard, *IANA Radionet*, Islamic Assembly of North America, 13 février 2001.
15. Israeli Army Fires Highly Toxic Quantities of Tear Gas at Civilians in Khan Yunis, Gaza, *Palestine Monitor*, 15 février 2001.
16. Selected Interviews Gaza Strip par James **Longley**;
17. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territories*, 8-14 février 2001.
18. AFX News Limited, AFX European Focus, 13 février 2001.
- 19, 20. Selected Interviews Gaza Strip par James **Longley**.
21. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territories*, 15-21 février 2001.
22. Unprepared for the worst, par Graham **Usher**, *Al-Ahram Weekly Online*, 15-21 février 2001.
23. Arafat accuses Israel of using poison gas, *CNN Asia*, 16 février 2001.
- 24, 25. PCHR *Weekly Report*, 15-21 février 2001.
26. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territories*, 1-7 mars 2001 (contient une erreur typographique indiquant incorrectement l'incident au "vendredi 22 février").
27. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territories*, 22-29 mars 2001.
28. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) *Weekly Report on Israeli Human Rights Violations in the Occupied Palestinian Territories*, 29 mars - 4 avril 2001.
29. Vale of tears : Tear or poison gas ?, par Jonathan **Cook**, *Al-Ahram Weekly On-line*, 5 - 11 avril 2001.
30. Israel's Secret Weapon, transcript, *BBC*, 17 mars 2003.
31. Gas Attack/What Was It ?/News Bites, par Michael **Miner**, *Chicago Reader*, 23 août 2002. Reader Archive--Article : 2002/020823/HOTTYPE.
32. Symptoms - The Israeli Poison Gas Attacks : A Preliminary Investigation, par James **Brooks**, VTJP.
33. What gas is Israel using ?, par Jennifer **Loewenstein** et Angela **Gaff**, *Electronic Intifada*, 9/10/2003.
34. UPDATE : Israeli invasion of Gaza refugee camps leave 7 dead and 65 injured meanwhile strict lock down of Palestinian territories continues, *Palestine Monitor*, 11/10/2003.
35. PCHR press release index 2003.
36. Eyewitness account of the invasion of Rafah, par Laura **Gordon**, *International Middle East Media Center*, 14/10/2003.
37. "This damned, racist wall", par Omar **Karmi**, *Palestine Report*, 16/6/2004.

38. Israeli Sources : IDF Uses Chemical Weapons Against Palestinian Demonstrators, *International Press Center*, 13/6/2004 [indique par erreur Gush Shalom comme "La Paix Maintenant"].

39. Nonviolence Protestors managed to halt the construction, *International Middle East Media Center*, 16/6/2004.

40. Palestinian resistance leaders killed, *Al Jazeera*, 26 juin 2004.

CounterPunch.org du jeudi 15 juillet 2004. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Bouché. *Point d'information Palestine* 239 du 13 août 2004. Newsletter privée réalisée par La Maison d'Orient - BP 105 - 13192 Marseille Cedex 20 - France Phone + Fax : +33 491 089 017 - E-mail : lmomarseille@wanadoo.fr

2 - L'Iraq des marais

A PROPOS DE NAJJAF

Si ces types étaient payés par l'armée américaine, ils n'écriraient pas autrement. Il faut savoir comment travaillent les journalistes. Tous ceux qui appartiennent à des média "respectables" ont comme premier soucis de ne pas se faire trouer leur précieuse peau. Par conséquent ils évitent de se trouver là où volent les bastos. Ils attendent sagement au mess ou au bar du plus proche hôtel. Ils savent qu'ils vont avoir le "briefing" de l'armée. A Saigon, on appelait ça les "5 o'clock Follies". La preuve: ce pauvre Patrice Claude, qui n'est plus un jeunot, répète que l'armée US a vaincu et est "en passe" samedi 7 août "de transmettre le contrôle total de la ville sainte chiite de Nadjaf aux forces de sécurité irakiennes". Pur baratin, comme la suite l'a immédiatement montré, avec l'alternance des périodes de combats et les trêves qui se sont succédées sans que l'on puisse parler de "transmettre le contrôle total", toujours suspendu, à l'heure ou ces lignes sont écrites (19 août)

Il faut un sacré culot pour dire que "les marines américains, [sont] désormais légalement et politiquement "couverts" par le gouvernement intérimaire de Iyad Allaoui, qui a officiellement demandé leur aide". On voit donc le journaliste contresigner cette sinistre comédie: la valetaille irakienne, qui ressemble à un gouvernement comme une autruche à un phoque des mers du sud, devrait "couvrir" les tentatives de massacre des marines américains ? C'est une fiction grotesque, mais un journaliste sérieux d'un journal sérieux se doit de se conformer à dite fiction, et à toutes celles qui constitue la présence coloniale américaine sur les bords du Tigre.

Mais il nous dit comment il travaille: "S'adressant à quelques journalistes sélectionnés pour un "pool de presse" et transportés près de Nadjaf, le lieutenant-colonel Gary Johnston, commandant des opérations de la 11e unité de marines, basée depuis deux semaines dans la région, a estimé qu'en 48 heures de combats intenses, avec bombardements aériens, tirs de chars d'assaut, de roquettes héliportées et d'artillerie, sur les positions occupées par l'Armée du Mahdi dans le cimetière et dans les ruelles de la vieille ville qui le jouxte, ses hommes avaient tué "environ 300 éléments" de ce qu'il a appelé "les forces anti-irakiennes". C'est la terminologie désormais officiellement en vigueur chez les Américains pour tous ceux qui s'opposent à l'occupation." Autrement dit, les journalistes ont été soigneusement regroupés à plusieurs kilomètres du théâtre des événements, qu'ils ne doivent approcher sous aucun prétexte, et boivent les paroles d'un officier qui se fout de leur gueule. Ils font un bien beau métier.

"Dans un communiqué de victoire assez fleuri et rappelant le vocabulaire en vigueur sous l'ancien régime, le directeur général de la police, évoquant un "succès complet" des opérations, déclarait à son tour vendredi soir que "la bravoure de notre police et de nos jeunes forces militaires est appréciée par le gouvernement du docteur Iyad Allaoui et tous les Irakiens". "Leur loyauté sera récompensée", ajoutait la police, qualifiant l'Armée du Mahdi, invitée en juillet encore à se transformer en parti politique pour participer à la "démocratie" en gestation, de "gangsters-terroristes"."

Et le journaliste sérieux, qui a peut-être eu le temps d'épousseter ses rangiers, comme ceux de l'ineffable Bremer, médaillé olympique de la fuite en avant, passe aux choses politiques. Notez l'usage

extensif qui est fait du mot "violence". La "violence" est évidemment condamnable. Quand une colonne américaine allume des maisons au canon de 75, c'est une opération. Si les Irakiens qui sont dans cette maison tirent au lance-roquette sur les salopards qui les bombardent, c'est de la "violence". Et elle doit cesser.

"C'est dans ce contexte d'extrême violence autour du sanctuaire sacré de l'imam Ali que les habitants de la ville sainte ont appris que la seule grande voix qui était susceptible de calmer le jeu, voire de faciliter la conclusion d'une nouvelle trêve, à savoir celle du grand ayatollah Ali Al-Sistani, était désormais absente. Pour la première fois depuis 16 ans, le dignitaire numéro un du chiisme irakien a quitté le pays pour se rendre à Londres, où il est arrivé vendredi soir.

"Officiellement, le grand *marjaa* - "source d'inspiration" pour les chiites - souffre, selon un membre de son entourage, d'un "*petit problème cardiaque*" qu'il était urgent de soigner à l'étranger. Pour un jeune cheikh loyal à Moqtada Al-Sadr que nous avons pu joindre au téléphone, mais qui tient à l'anonymat, "*il est clair que Seyyed Sistani a été averti par le gouvernement - qui a d'ailleurs pris en charge son évacuation - de l'imminence du massacre qui nous vise et qu'il a fui pour sauver sa misérable vie*". Mouaffaq Al-Roubai, un membre du pouvoir intérimaire, a confirmé avoir organisé le transport du *marjaa*, mais réfuté l'interprétation du jeune cheikh.

"Une chose est sûre, Ali Al-Sistani, qui a 73 ans et qui s'était déjà opposé dans le passé au père de Moqtada Al-Sadr, assassiné en 1999 par des séides de Saddam Hussein, ne porte pas le jeune religieux radical dans son cœur. Moqtada Al-Sadr, qui a à nouveau disparu de la circulation, mais qui a fait savoir par l'un de ses porte-parole vendredi, dans sa mosquée de Koufa - à 5 km de Nadjaf -, que l'Amérique restait son "*ennemie*", est en effet soupçonné d'avoir ordonné en avril 2003, dans la ville sainte, l'assassinat d'un autre religieux, Abdel Majid Al-Khoeï, le fils de l'ancien maître et ami d'Ali Al-Sistani lui-même.

"A Londres, où résidait Al-Khoeï jusqu'à son transport à Nadjaf peu après l'invasion américaine de l'Irak, le grand ayatollah malade est d'ailleurs l'hôte de la fondation Al-Khoeï."

Patrice Claude, *Le Monde*, 8 août 2004.

Il manque quelques informations essentielles à ce papier. Mais nos correspondants irakiens veulent ajouter ceci: il existe dans la communauté shi'ite du sud de l'Iraq, plusieurs "sources" d'avis, de conseils, de directives, d'influence morale et politique. Elles sont portées par de grandes familles qui sont issues de traditions anciennes. Ce n'est pas une question de personnes, mais de lignées, de grandes familles avec les énormes ramifications qu'il faut leur supposer. Ces familles jouant ce rôle depuis plusieurs générations, ont accumulé des fortunes considérables. Nous sources parlent de milliards de dollars placés à Londres. Quand Abdel Majid Al-Khoeï a été assassiné, il portait sur lui quelques millions de dollars en espèce.

Ces grandes familles, porteuses de "*marja'a*" sont principalement au nombre de trois: Al Khoeï, Al Sistani, Al Sadr. Sous le contrôle féroce de Saddam, qui n'hésitait pas à faire assassiner ses opposants, les Al Khoeï se sont réfugiés à Londres auprès de l'Intelligence Service et à l'ombre de leur tas d'or. Les Al Sistani, qui ne sont pas moins pourvus de cassettes pleines d'or ont choisi Téhéran. Les Al Sadr sont restés mais ont eu des pertes. On n'a pas laissé rentrer Al Khoeï, immédiatement assassiné à son retour. Al Sistani est revenu de Téhéran, mais au moment où la confrontation éclate entre les Amères Loques et les Al Sadr, il fout le camp comme un lapin. Et se réfugie chez les Al Khoeï. Si vous voulez savoir la suite, relisez les *Mille et Une Nuits*. Tout y est. C'est une histoire écrite à Bagdad...

BARREZ-VOUS

The Wise Course: Withdraw from Iraq

By Paul Findley

Misguided by the arrogance of military power and a dangerous vision of imperial destiny, President George W. Bush and a compliant Congress have led America into a bloody abyss that gets deeper and bloodier with each passing day.

Their dreams of a flower-strewn path of Iraqi liberation have become a nightmare. U.S. forces are mired in a lethal struggle against powerful, resourceful insurgents. It is war, not liberation. Casualties blight many thousands of families on both sides, with no end in sight. Iraqi hostility to the U.S. occupation soars and so does anti-American fury worldwide. Photographs of barbaric U.S. torture and abuse of incarcerated Iraqis will long burn in the memories of many millions. Never before has America been viewed in such wretched ugliness. [...]

Paul Findley, a **Republican Member of Congress 1961-83**, is the author of three books and hundreds of articles on the Arab-Israeli conflict. See also Findley's essay: *Liberating America from Israel*
<http://ihr.org/news/040506_findley.shtml>

THE SARAJEVO OF IRAQ

Worsening Kurdish-Arab Friction Threatens the Region
By Dilip Hiro

In the ongoing crisis in Iraq, one factor has remained unchanged: the loyalty of the Kurds to Washington. Whereas, for most Arabs, March 20, the first anniversary of the Anglo-American invasion of Iraq, was ignored, Iraq's Kurds celebrated it with traditional dancing and gunfire as "Iraq Liberation Day." Unsurprisingly, when the time of "transition" came, the Bush administration gave the Kurds two of the top five positions in the new interim Iraqi government -- instead of the one that would have been their due if their percentage of the national population were all that was taken into account.

Indeed, when Masoud Barzani and Jalal Talabani -- the respective leaders of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) -- protested Washington's failure to include a reference to the Transitional Administrative Law (popularly known as the interim constitution), in United Nations Security Council Resolution 1546 that paved the way for the "transition" in Iraq, it was no more than a lovers' tiff. Kurdish leaders have, in fact, doggedly maintained their loyalty to the United States in the hope and expectation that George Bush would set them firmly on the path to an independent state -- even though their history, since U.S. President Woodrow Wilson failed to deliver such a state after World War I, should have taught them quite a different lesson.

Sadly, to this day their perception of that history is blinkered. The 1920 Treaty of Sèvres, signed by Damad Feird, the Ottoman Sultan's Prime Minister, and the wartime Allies stipulated that Anatolia would be dismembered and Turkey's southeastern region, then containing Mosul province, turned into an autonomous territory. The prospect of independence, if recommended by the League of Nations, was dangled before the Kurds, then rejected by the Turkish parliament and, in July 1923, superseded by the Treaty of Lausanne, which made no mention of the Kurds.

According to the latter treaty, Turkey renounced its claims to the non-Turkish provinces of the former Ottoman Empire and the Allies confirmed Turkish sovereignty over Anatolia. Two years later, at Britain's behest, a League of Nations arbitration committee awarded Mosul province to Iraq, then under British mandate.

And so it went for the Kurds, though their historical myopia persists. Only recently, misreading the interim constitution, promulgated on March 8, the inhabitants of Iraq's three Kurdish-majority provinces, Dohak, Irbil, and Suleimaniya -- since 1974 collectively called the Kurdistan Autonomous Region (KAR) -- thought they had been granted independence, and welcomed its promulgation with wild celebrations. Apparently, this was due to a popular interpretation of a provision in the interim constitution stipulating that if two-thirds of the voters in any three of Iraq's eighteen provinces cast their ballots against a draft permanent constitution in a referendum, then it would "fail." This was seen as, in essence, an independence veto.

It was true that Turkey found this provision sufficiently objectionable to express its public disapproval of Iraq's interim constitution, which describes the Iraqi government as "republican and federal." Ankara has repeatedly aired its opposition to a federal Iraq, arguing that any such arrangement would inspire its own sizeable Kurdish population to demand a federal Turkey. The Syrian regime of President Bashar Assad, racked by riots in its predominantly Kurdish northeastern region in March, has been no less alarmed by Kurdish irredentist aims in Iraq, which, in turn, fuel Kurdish nationalism in adjoining countries.

Turkey, uneasy with the armed Kurdish militias -- or peshmargas ("those prepared to die") -- in northern Iraq, noted with satisfaction that, on June 8, soon-to-be Iraqi Prime Minister Iyad Alawi announced that the Coalition Provisional Authority (CPA) had reached an agreement with the leaders of nine militias to dissolve their forces by January 2005. The erstwhile militiamen were to be given the options of retraining, integration into the new Iraqi security forces, or being pensioned off. Since three-quarters of the 100,000 militiamen that fell under this agreement belonged to the two main Kurdish parties, the on-the-ground responses of the Kurdish leaders were what mattered most, and they were predictable.

Having agreed to dissolve their militias or merge them into the new Iraqi army, Barzani and Talabani soon postponed the agreement indefinitely. So it came as no surprise when, in a recent interview with a Czech newspaper, Talabani practically disowned the CPA deal entirely. This led a senior Turkish military commander to criticize Washington for failing to curb the 'terrorists' (read, KDP and PUK militias) in Iraqi Kurdistan.

The Growing Kurdish-Arab Divide

Within Iraq, there is a clear conflict between secular Kurdish nationalism, fostered by the 12 year long autonomous existence of the Kurdish Autonomous Region under an Anglo-American air umbrella while Saddam Hussein ruled the rest of the country, and the aspirations of the recently empowered, deeply religious Shia majority to establish a centralized Islamic republic in Iraq through the ballot box. Grand Ayatollah Ali Sistani has made clear his fears that the Kurdish "veto" provided by the interim constitution will result in drafts of a permanent constitution bouncing back and forth indefinitely while the interim constitution hardens into permanency.

The situation in Kurdish Iraq threatens to draw various regional powers into conflict. For example, the potential for an expansive Kurdish-Shia conflict has been noted by Israel's top leaders, who have been increasingly worried about the rising power of Shias in a region where Iraq and Iran are Shia-majority countries and Syria is ruled by an Alawi, a sub-sect within Shia Islam. In response, they decided to upgrade their espionage network among the Kurds in each of these countries as well as in Turkey. (The proportion of Kurds in their populations varies from 6% in Syria to 20% in Turkey.) For Israel's Mossad and Aman (its military intelligence), the starting point for such an enterprise remains the 150,000-strong Kurdish Jewish community in Israel, a fairly wide pool to tap.

In July 2003, Israel's intelligence agencies swung into action after their political masters concluded that the US occupation of Iraq was going badly, wrote Semour Hersh, the prize-winning New Yorker investigative journalist, in

http://www.newyorker.com/fact/content/?040628fa_fact Plan B last month (based on his interviews with his intelligence sources in the United States, Israel, and Turkey). A further impetus to Israeli planning came in December when Washington suddenly announced that it would hand over power to the Iraqis on June 30. Israel's leaders decided it was only prudent to take out an insurance policy in case the transfer of power went badly, resulting in chaos -- to the benefit of Iran.

While evidently assigning their Kurdish agents in Iran the task of gathering intelligence on the government's nuclear activities, in Iraq their agents have been encouraging Kurdish aspirations for an independent state. This, in turn -- and to their satisfaction -- inspired rioters in Syria's Kurdish-majority towns of Qameshli, Amuda, Hasaka, and Malikiya, where protestors burnt public buildings and raised the Kurdish national flag. Some 40 people were killed before the Syrian army restored order.

But Israel's strategy has a distinct downside, since encouraging desires for Kurdish independence runs dangerously counter to Turkey's long-standing policy on the Kurds and so has the potential of undermining Israeli-Turkish military cooperation that dates back to 1995. "The lesson of Yugoslavia is that when you give one country or component independence, everybody will want it," a Turkish official told Hersh. "Kirkuk will be the Sarajevo of Iraq. If something happens there, it will be impossible to contain the crisis."

Kirkuk: Eye of the Storm

Lying midway between the Turkish-Iraqi border and Baghdad, Kirkuk was the military staging post for the Ottoman Turks, who captured it in 1534 and settled it with the Turks -- called Turkmen -- from Anatolia. It thrived as a garrison town. When petroleum was discovered in the area in 1927 by the Anglo-Persian Oil Company, its executives found that neither Turkmen (mostly merchants and rentiers), nor beduin Arabs were interested in working for them; so they began to recruit workers from the Kurdish areas to the east and north. These Kurds settled in villages around the city.

Thus Greater Kirkuk emerged as a multi-ethnic city -- with Turkmen at its center, surrounded by Arabs, in turn surrounded by Kurds on the city's outskirts. While the three communities maintained this voluntary segregation, it was an edgy situation. In 1959, in a three-day battle between pro-Communist Kurds and anti-Communist Turkmen, for instance, 79 people were killed.

During the Kurdish insurgency of the late 1960s and early 1970s, the ethnic composition of Greater Kirkuk became a point of contention between the Iraqi government and Kurdish nationalists, with the latter claiming a Kurdish majority in the city and its suburbs. However, the (then-classified) census of 1977 showed the 484,000 residents of Kirkuk province (later renamed Tamim) being 45% Arab, 38% Kurd, and the rest Turkmen. The 1997 census indicated that Kirkuk's population of 370,661 was 40% Arab and 38% Kurd, with the remainder Turkmen -- little change, that is, despite Saddam Hussein's policy of settling Shia Arabs from the south in the area. On the eve of the Anglo-American invasion in 2003, the estimated 700,000 people then living in Greater Kirkuk probably divided up along similar lines: 45% Arab, 35% Kurdish, and the rest Turkmen.

Following the fall of Saddam Hussein's regime, the two Kurdish parties made no secret of their plans to transform Kirkuk with its oil wealth into the capital of an expanded Kurdish Autonomous Region. Kurds, some pushed out of the city by Saddam, now arrived in their thousands. The Peshmerga were turned into the local police force and, assisted by the occupying American military, Kurds dominated the US-appointed city council. All this was in violation of an initial agreement that U.S. forces would maintain the status quo and not allow Kurds to cross the KAR's border, 15 miles east of the city center.

Assisted by Kurdish-dominated local security forces, tens of thousands of Kurds have forced Arabs from their homes, creating at least 100,000 new refugees living in squalid camps in north-central Iraq. This has engendered widespread anti-Kurdish feeling among Arabs in the region and beyond. Anti-Kurdish graffiti, attacking Kurds for collaborating with the "infidel occupiers," is a commonplace in the Shia districts of Kirkuk. Elsewhere, the followers of Hojatalislam Muqtada al Sadr have vocally denounced the Kurds.

Many Sunni Arabs, though sharing the same sectarian affiliation with Kurds, are equally critical of them. The Sunni Arab-Kurdish divide widened when the Arab press reported in April that Kurds were fighting in Falluja with the Americans. These Kurds belonged to one of the two Iraqi Civil Defense Corps (now National Guard) battalions that had been ordered to fight alongside U.S. Marines in the assault on the insurgents in the city. The other battalion, consisting exclusively of Arabs, refused to do so. Talabani's convoluted explanation for Kurdish actions -- "Some Kurds have joined the new Iraqi army, and if the Coalition commanders forced them to participate in some fighting, it was without the knowledge of the Kurdish leaders." -- left many unconvinced.

During her foray into Falluja in late April, Hala Jaber of the Sunday Times found the locals speaking of "the mercenary Kurds, accused of being Mossad agents." She added, "Some Kurds had confessed [to being Mossad agents], I was told, and had been summarily executed."

The situation in Kirkuk remains tense. "The Kurdish peshmargas [acting as policemen] are unqualified and untrained, and this creates irritation," said Khudair Ghalib Karim, a Turkmen leader. "If there are clashes this is the reason." Across the Green Line, though the Kurdish militiamen are reportedly ready to make a major push for Kirkuk, they are unlikely to act as long as the Americans remain in the city.

Viewing Iraq as a whole, it is safe to say that if the country slides into a civil war, it would not be between Sunnis and Shias, but between Arabs and Kurds -- and it will start in Kirkuk.

Dilip Hiro's latest book is *Secrets and Lies: Operation "Iraqi Freedom" and After*, a sequel to *Iraq: In the Eye of the Storm* (both Nation Books). Hiro is based in London, writes regularly for the New York Times, the Observer, the Guardian, the Washington Post and the Nation magazine, and is a frequent commentator on CNN, BBC, and Sky TV.

A version of this piece will appear in print in issue #730 of *Middle East International*.

MAIS OÙ PASSER LE WEEK-END ?

The government rules only in the capital by Robert Fisk

For mile after mile south of Baghdad yesterday, the story was the same: empty police posts, abandoned Iraqi army and police checkpoints and a litter of burnt-out American fuel tankers and rocket-smashed police vehicles down the main highway to Hillah and Najaf. It was Afghanistan Mk2.

Iraqi government officials and Western diplomats tell journalists to avoid driving out of Baghdad; now I understand why. It is dangerous. But my own fearful journey far down Highway 8 - scene of the murder of at least 15 Westerners - proved that the US-appointed Iraqi government controls little of the land south of the capital. Only in the Sunni Muslim town of Mahmoudiya - where a car bomb exploded outside an Iraqi military recruiting centre last week - did I see Iraqi policemen.

They were in a convoy of 11 battered white pick-ups, pointing Kalashnikovs at the crowds around them, driving on to the wrong side of the road when they became tangled in a traffic jam, screaming at motorists to clear their path at rifle point. This was not a frightened American column - this was Iraq's own new blue-uniformed police force, rifles also directed at the windows of homes and shops and at the crowd of Iraqis which surged around them. In Iskanderia, I saw two gunmen near the road. I don't know why they bothered to stand there. The police had already left their post a few metres away.

Yes, it is a shameful reflection on our invasion of Iraq - let us solemnly remember "weapons of mass destruction" - but it is, above all, a tragedy for the Iraqis. They endured the repulsive Saddam. They endured our shameful UN sanctions. They endured our invasion. And now they must endure the anarchy we call freedom.

In Baghdad, of course, it was the usual story yesterday; a suicide bomber killing 15 Iraqis and wounding another 62 when he blew up his fuel tanker bomb next to a police station (pictured above), and an Iraqi defence ministry official murdered outside his home. And true to the Alice-in-Wonderland world of the new Iraqi government, 43 new Iraqi ambassadors were appointed around the world. But who did they represent? Iraq? Or just Baghdad?

After the city of Hillah, I came across the police and a scattering of new Iraqi army soldiers. At Kufa, they insisted on escorting my car into the holy city of Najaf. But miles from the city centre, they turned round and told me that under the terms of the ceasefire with Muqtada Sadr's "Mehdi Army", they could drive no further. They were right. Sadr's militia - which the US army promised to "destroy" last

April - guards the old city, the main roads to the mosque and the entrance to the great Shrine of the Imam Ali.

Indeed, deep inside this wondrous and golden tiled contribution to Islamic architecture - in an air-conditioned office heavy with Chinese pots and Iranian carpets - I found the man who helped draw up the map for the US military to retreat after they abandoned their siege of Sadr's forces.

"The Americans gave us a map and asked us which roads they could patrol," Sadr's right-hand man, the turbaned Sheikh Ali Smaisn, told me in the Najaf shrine yesterday. "I sat with the other members of the 'Beit Shia' (the Shia House, which combines a number of local political groups, including the Dawa party) and we set out the roads on which the Americans would be permitted to make their patrols. This map was then returned to the American side and they accepted our choices for roads they could control."

I was not surprised. US forces are under so many daily guerrilla attacks that they cannot move by daylight along Highway 8 or, indeed, west of Baghdad through Falujah or Ramadi. Across Iraq, their helicopters can fly no higher than 100 metres for fear of rocket attack. Save for a solitary A1M1 Abrams tank on a motorway bridge in the Baghdad suburbs, I saw only one other US vehicle on the road yesterday: a solitary Humvee driving along a patrol road in Najaf agreed by the Mehdi Army. Three faraway Apache helicopters were hedge-hopping their way towards the Euphrates.

That the "muqawama" - the resistance - controls so many hundreds of square miles around Baghdad should be no great surprise. The new US-appointed government has neither the police nor the soldiers to retake the land. They announce martial laws and telephone tapping and bans on demonstrations and a new intelligence service -- but have neither the manpower nor the ability to turn these institutions into anything more than propaganda dreams for foreign journalists and a population that desperately craves security.

Even the ceasefire agreement set out between the Americans and the Mehdi Army is astonishing in its breadth. According to Sheikh Smaisn, it allowed the police to return to their checkpoints outside the city and the abandonment of official buildings by members of the Mehdi Army. I found the police back in control of their station at Kufa, a large American tank shell-hole through the wall as a reminder of the recent fighting. Article Three states that no one can be arrested or captured, Article Four that there should be no public carrying of weapons - the Mehdi Army certainly appeared to be abiding by this clause yesterday. Articles Five and Six say that "occupation forces" - the Americans - must remain in their bases except for small patrol routes which they can use to reach these fortifications.

Astonishingly, the final clause - still under debate when the Americans "transferred" power on 28 June - calls for the withdrawal of all legal charges against Muqtada Sadr for the murder of Sayed Abdul-Majid al-Khoi last year. When revealed by the occupation authorities more than six months after they had been secretly drawn up, the second most senior US officer in Iraq said that as a result of the accusations, his forces would "kill or capture" Sadr.

But it was Sadr's men who courteously greeted me at their checkpoint in Najaf yesterday and took me to speak to Sheikh Smaisn at the Imam Ali shrine. He complained that US troops had several times broken the ceasefire. "Two weeks ago, two of their Humvees turned up outside Sadr's home and the soldiers began questioning people. We told our forces not to open fire and we complained and then these soldiers were withdrawn."

Sadr's forces - "a public current", Sheikh Smaisn calls them with unexpected discretion - supposedly suffered less than a hundred casualties in the US attack; the Americans say they killed 400 of them.

Smaisn has little time for such statistics. "What we see in the occupation is American force with a British brain," he says. "This is just the same as the British occupation of Basra in 1914 and Baghdad in 1917. Our movement cannot be overcome because we are patriotic and Islamic, just like the forces opposing the occupation in the Sunni areas of Iraq. The westerners want to set up a sectarian government but we don't accept this. Now they have an insurrection from Fao in the south to Kirkuk in the north. Shia and Sunni are together. And any government that is not elected in free and honest elections - well, there's a problem there."

So much, then, for the Allawi government, even if the Shia insurrection is a shadow of the Sunni version. But the evidence of my journey yesterday - through the southern Sunni cities which long ago rejected American rule, to the holiest Shia city where its own militia controls the shrines and the square miles around them - suggested that Mr Allawi controls a capital without a country.

It took two weeks to arrange my trip, and I travelled with a Muslim cleric in my car who urged me to read my Arabic newspaper whenever urchins approached to urge my driver to buy window sponges. They would run their sponges over the windows of the car and stare inside, looking - so we believed - for foreigners. They were spotters. And they didn't see me.

But what I saw was infinitely more disturbing: a nation whose government rules only its capital, a country about which we fantasise at our peril.

PETITS MASSACRES ENTRE AMIS

**Survey claims 37,000 Iraqi civilians killed in first
seven months of war
James Conachy**

An Iraqi political organization, the People,s Kifah or Struggle Against Hegemony, told the Arab network Al Jazeera on the weekend that it had documented more than 37,000 civilian deaths in Iraq in the seven months from the start of the US war on March 20, 2003, through October 2003. A spokesman for the People,s Kifah, Muhammad al-Ubaidi, told Al Jazeera they were „100 percent sure% the estimate was correct. (...) According to the statements of the organization, the figure of 37,000 does not include the casualties suffered by Iraqi military and paramilitary forces. The estimates of Iraqi military deaths during the invasion range from approximately 10,000 to as many as 45,000.

<http://www.uruknet.info/?s1=7&p=4544&s2=05>

3 - Le piège afghan

GUIGNOL À KABOUL

**Arrêtés à Kaboul, trois barbouzes américains mettent
en cause le Pentagone**

par Hervé Bar

Arrêtés le 5 juillet à Kaboul où ils menaient une "guerre privée" contre le terrorisme, trois barbouzes américains ont nommément mis en cause mercredi devant un tribunal afghan des responsables du Pentagone qui les auraient soutenus avant de les abandonner à leur sort.

"Les forces américaines ont directement consenti et soutenu ce que nous avons fait", a assuré le chef de ce "commando privé", Jonathan Idema, lors de sa comparution sous l'accusation de détentions illégales et tortures.

Selon lui, les trois Américains menaient des opérations de contre-terrorisme depuis plusieurs mois sous la "couverture" des autorités américaines et avaient remis, "au moins à deux occasions", plusieurs terroristes présumés aux forces américaines en Afghanistan pour interrogatoires.

Leurs activités, a-t-il affirmé, étaient conduites sous les auspices du Pentagone et du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld qui les ont "abandonnés" à leur sort.

Jonathan Idema, qui se faisait appeler "Jack", a affirmé que son groupe était "en contact avec le Pentagone parfois cinq fois par jour, au plus haut niveau".

"Nous étions plus particulièrement en contact avec le général Kevin Anderson, général quatre étoiles au Pentagone. Celui-ci a soutenu nos efforts et nous déclaré par téléphone qu'ils voulaient nous utiliser sous contrat", a-t-il expliqué.

"Nous n'avons pas souhaité signer de contrat, car cela aurait pu nous couper de certains de nos accès au sein de l'Alliance du Nord", la coalition anti-taliban, a-t-il assuré, répétant à plusieurs reprises: "nous avons informé tout le monde de nos activités, le gouvernement (américain) était parfaitement au courant, ainsi que le gouvernement afghan".

Le groupe, selon lui, dispose de courriels, de fax et d'enregistrements prouvant leurs liens avec de hauts responsables du département américain de la Défense.

"Nous avons fourni des informations au FBI et à la CIA. Nous avons arrêté deux terroristes 48 heures avant qu'ils essaient d'assassiner Younous Qanooni", ministre de l'Education et membre éminent de la faction moudjahidine majoritairement tadjike du Jamiat, a-t-il précisé.

"Nous avons capturé en mai l'ancien responsable des services secrets à Jalalabad (est) sous les talibans, et nous l'avons remis à la Taskforce 180 et à la Taskforce 176", a-t-il encore ajouté.

A l'issue de cette première audition, le juge Abdul Baset Bakhtiari a ordonné un report pouvant aller jusqu'à vingt jours du procès pour permettre aux trois Américains et à leurs quatre complices afghans de préparer leur défense.

Les trois hommes - Jonathan Idema, Brent Bennett et Edward Caraballo - encourent des peines de 16 à 20 ans de prison, selon le procureur Mohammed Naeem Dawari.

Selon les autorités afghanes et américaines, ils ont illégalement arrêté, détenu et torturé au moins huit Afghans.

Des informations publiées par la presse américaine ont suggéré que les trois hommes étaient des "chasseurs de primes" privés, agissant de leur propre initiative dans l'espoir de toucher les primes placées sur la tête des principaux chefs d'Al-Qaïda.

<http://infos.aol.fr/info/ADepeche?id=312019&cat_id=3>

4 - Les mystères de New York

If You Buy the Official Story About 9-11, the Next Thing you will Buy will Likely be the Brooklyn Bridge ... by Ardeshir Mehta...

Starts with common sense:

" One thing's for sure: every theory about 9-11 must be a conspiracy theory. (The events of 9-11 couldn't have happened entirely by chance, without a conspiracy behind them, now could they have?) The only question is, which conspiracy theory you are going to believe?"

<<http://homepage.mac.com/ardeshir/9-11.html>>

A lire : les questions que posent les familles de victimes sur <911independentcommission.org>, rubrique <unanswered questions>.

5 - Le ROW

PRÉVARICATION

***Le Monde* et les « nouveaux mercenaires »**

Des mercenaires en Irak ? Il aura fallu plus d'un mois pour qu'une partie de la presse française s'en préoccupe vraiment (Lire : « <<http://www.acrimed.org/article1566.html>>Des mercenaires en Irak : la presse française enquête et s'inquiète »). Tel est le cas du *Monde*...

On ne peut que se féliciter de la publication, le 27 mai 2004, dans les pages Horizons du Monde d'une étude bien informée que l'on regrette, par conséquent, de ne pas pouvoir citer entièrement.

Des informations accablantes

Sous le titre « Irak : les nouveaux mercenaires », on apprend notamment ceci :

« Les sociétés militaires privées et leurs clients opèrent dans plus de 50 zones de conflit dans le monde, mais leur premier client est le contribuable américain : Washington a signé plus de 3 000 contrats avec des PMF [private military firms] au cours de la dernière décennie. »

Et ceci :

« Bien qu'elle n'ait pas plus d'une dizaine d'années, l'industrie militaire privée affiche un revenu annuel mondial d'environ 100 milliards de dollars et a adopté toutes les règles du jeu washingtonien du lobbying. En 2001, dix sociétés privées de pointe ont dépensé plus de 32 millions de dollars en lobbying et donné plus de 12 millions à des partis politiques. A elle seule, la firme Halliburton a donné plus de 700

000 dollars entre 1999 et 2002, dont 95 % au parti républicain ; DynCorp en a donné plus de 500 000, dont 72 % aux républicains. »

L'article informe, de façon relativement précise, sur le rôle joué par entreprises privée en Afghanistan, aux Philippines et en Irak où ils sont entre 15 à 20 000. Et l'on peut découvrir les motivations de ces généreux libérateurs planétaires et stipendiés :

« "L'Irak, actuellement, est une mine d'or. La marge bénéficiaire est incroyablement élevée, bien plus que le facteur risque", relève Duncan Bullivant, le chef de la société britannique Henderson Risks. Les soldats des PMF gagnent deux à dix fois plus que leurs collègues des forces régulières, les mieux payés étant ceux qui ont eu une formation d'élite. L'échelle des salaires reflète aussi la mondialisation : en Irak, un ancien béret vert américain peut gagner jusqu'à 1.000 dollars par jour là où un ancien gurkha népalais fera 1.000 dollars par mois. »

Sans commentaires ?

Ce barème des salaires débouche immédiatement, en guise de conclusion de l'article, sur l'audacieuse question suivante :

« Cette situation pose inévitablement la question : quel va être l'impact de la croissance de l'industrie militaire privée sur la capacité des forces armées à retenir leur propre main-d'œuvre une fois formée ? ».

C'est sans doute la question la plus angoissante ! Une interrogation qui fait écho à la présentation de l'article qui se borne à constater : « La guerre se privatise, mais ses règles sont floues. » Un appel à « réguler » la privatisation de la guerre ? Libéralisme, quand tu nous tient...

Tant de prudence ou de cynisme, dans un article qui ne se présente pas comme une tribune libre, incite à se demander quelle est son origine. *Le Monde* se borne à indiquer : « © Peter W. Singer - Brookings Institution. » C'est pour le moins imprécis...

A nous de chercher... Et l'on peut en effet trouver cet article - une étude dont *Le Monde* n'a publié que des extraits - <<http://www.brook.edu/>> sur le site de « The Brookings Intitution » qui se présente comme "one of Washington's oldest think tanks, is an independent, nonpartisan organization devoted to research, analysis, and public education, with an emphasis on economics, foreign policy, and governance."

L'article est publié (au format PDF) sous son titre original - "War, Profits, and the Vacuum of Law : Privatized Military Firms and International Law" - et son auteur présenté ainsi : "Peter W. Singer, National Security Fellow, Foreign Policy Studies". Plus précisément encore, cet article est initialement paru dans le Vol. 42, No. 2 du printemps 2004 de *The Colombia Journal of Transnational Law*.

Quelle est la conclusion de la version originale de l'article publié par *Le Monde* ? Une ferme condamnation de la législation actuelle et ... un appel à une régulation légale du recours à des mercenaires :

"In conclusion, the present legal void in dealing with the privatized military industry is unacceptable. These private firms offer services that are of inherent concern to the public. It is imperative that international law bridges the gap and responds to the new reality and new challenges that PMFs present. While this may only be possible in the long-term, there is nothing to prevent short-term preparations that will speed this outcome. A critical requirement will be the establishment of clear standards and conditions under which PMFs can operate with clear and effective sanctions to uphold them."

Informer sur la source des informations fait partie de l'information. Et la simple mention de cette source ne suffit évidemment pas à disqualifier l'analyse proposée par l'article. Mais les quelques indices recueillis par la recherche à peine ébauchée que l'on vient de lire permet de comprendre à quoi il faut attribuer la froideur analytique de l'article publié, l'entame anodine qui l'introduit et la question glaciale qui le conclut et éviter de les imputer au quotidien du soir...

Les faits d'abord ? Soit. Mais dans le cas présent des commentaires pleins de tact encadrent leur présentation. Ceux du *Monde* suivront sans doute qui nous diront **de quelle forme de barbarie** relèvent la privatisation de la guerre et l'occupation américaine de l'Irak.

<<http://www.brookings.edu/views/articles/fellows/singer20040122.html>>

<<http://www.columbia.edu/cu/jtl/>>

Mise en ligne : samedi 29 mai 2004- Par Alain Thorens

<<http://www.acrimed.org/article1620.html>>

Voir aussi: "Irak : *Le Monde* réécrit (déjà) l'Histoire"

<<http://www.acrimed.org/article1197.html>>

MUTATIONS

Après avoir été traités de traîtres au colonialisme français, d'attardés du progrès nucléaire, d'anti-communistes primaires, nous voilà brusquement devenus, par un coup de baguette magique des antisémites ou des négationnistes.

Ginette Hess Skandrani

Lorsque nous nous sommes mobilisés dans les années 1970 contre les centrales nucléaires, nous avons été accusés par tous ceux qui étaient persuadés que l'atome civil était le progrès de l'humanité, CGT et PC en tête de liste, d'être payés par les compagnies pétrolières ou pire encore, traités d'arriérés et d'obstacles à la croissance si bénéfique pour les intérêts des grands de ce monde. Nous voulions tout simplement défendre notre droit à la vie, au respect de notre environnement et de celui des générations futures. Il est vrai que ceux qui nous promettaient la lune, le bien-être et le confort en même temps, savaient ce qui était bon pour nous. L'accident de Tchernobyl et l'irradiation des populations jusqu'en Ecosse ou en Corse ainsi et tous les problèmes de démantèlement des vieilles centrales nucléaires et de l'enfouissement des déchets radioactifs durant plusieurs millénaires nous ont largement prouvé que nous avions malheureusement raison.

Lorsque nous nous sommes mobilisés, fin des années 1970 contre l'installation des fusées Pershings US en Europe, nous avons été accusés d'être payés par L'URSS alors que nous dénoncions tout autant les SS-20 soviétiques, et qu'aucun/e d'entre nous n'a jamais été pro-soviétique. Nous avons toujours exigé un désarmement global et dénoncé les cinq membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies (USA, URSS, GB, Chine et France) qui étaient en même temps les plus grandes puissances nucléaires. Rien n'a changé entre temps, à part que l'URSS s'est transformée en Russie et qu'Israël s'est rajouté dans la famille des possesseurs d'armes de destruction massive.

Lorsque nous dénoncions les SS-20, nous avons été traités d'anti-communistes primaires et de soutien du capital. Alors que nous n'avions jamais confondu la dictature soviétique avec le peuple russe opprimé ou avec les idées des communistes, même si certains d'entre eux étaient scotchés au soviétisme.

Lorsque nous avons dénoncé la force de frappe française, la fabrication de la bombe et les essais nucléaires en Polynésie, nous avons été accusés d'être contre l'indépendance de la France face aux grandes puissances, y compris par certains représentants du "Comité pour le désarmement nucléaire en Europe" (CODENE) qui nous accusaient de vouloir faire revenir la droite au pouvoir, puisque le PS et le PC étaient pour la bombe française. Pire encore, il ne fallait surtout pas confondre arrêt des essais nucléaires et indépendance de la Polynésie, car c'était aussi se couper de "Greenpeace" qui ne voulait pas tout mélanger.

Lorsque nous avons soutenu la demande d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et aidé les Kanaks dans leur combat de libération, nous avons été traités de traîtres aux intérêts de la France comme nous l'avions déjà été lorsque nous avons soutenu les Algériens dans notre jeunesse. Nous avons tenu bon et avons considéré que les "accords de Matignon" signés sans large consultation des Kanaks et surtout favorables aux colons étaient indirectement responsables de la mort de Jean Marie Djibaou et de Yéwéné Yéwéné.

Lorsque nous soutenons encore aujourd'hui, après tant d'années, le combat des Palestiniens, pour la décolonisation de leur terre, nous sommes traités d'antisémites, de révisionnistes, voire de négationnistes. Les temps n'ont pas changé. Ce sont souvent les mêmes qui, lorsqu'ils ne peuvent faire rentrer les dissidents de gauche dans la tanière aseptisée du progrès et de la pensée unique, les accusent d'être des traîtres à leur cause.

Nous ne voyons pas comment de traîtres au progrès nucléaire, au soviétisme, à la France coloniale et dominatrice nous avons pu passer tout à coup à... l'antisémitisme en quelques mois. Quant au révisionnisme et au négationnisme, nous ne cherchons même pas à comprendre d'où viennent ces noms d'oiseaux si savants que ceux-là même qui nous les lancent ne les comprennent pas. Nous n'avons d'ailleurs jamais nié aucun génocide que ce soit celui des Amérindiens, des peuples noirs déportés, des Juifs, des Tziganes, des Arméniens ainsi que celui des Palestiniens (qui lui dure toujours). Nous refusons juste de classer ces génocides, car pour nous tous les humains se valent et ne se distinguent ni par la couleur de leur peau ni par leur croyance ou leur non-croyance.

Paris, le 30 juillet 2004

BUSH À CHARENTON

Bush Using Drugs to Control Depression, Erratic Behavior

Teresa Hampton

President George W. Bush is taking powerful anti-depressant drugs to control his erratic behavior, depression and paranoia, Capitol Hill Blue has learned. The prescription drugs, administered by Col. Richard J. Tubb, the White House physician, can impair the President's mental faculties and decrease both his physical capabilities and his ability to respond to a crisis, administration aides admit privately.

"It's a double-edged sword," says one aide. "We can't have him flying off the handle at the slightest provocation but we also need a President who is alert mentally."

Tubb prescribed the anti-depressants after a clearly-upset Bush stormed off stage on July 8, refusing to answer reporters' questions about his relationship with indicted Enron executive Kenneth J. Lay. "Keep those motherfuckers away from me," he screamed at an aide backstage. "If you can't, I'll find someone who can."

Bush's mental stability has become the topic of Washington whispers in recent months. *Capitol Hill Blue* first reported on June 4 about increasing concern among White House aides over the President's wide mood swings and obscene outbursts.

Although GOP loyalists dismissed the reports an anti-Bush propaganda, the reports were later confirmed by prominent George Washington University psychiatrist Dr. Justin Frank in his book *Bush on the Couch: Inside the Mind of the President*. Dr. Frank diagnosed the President as a **"paranoid megalomaniac"** and "untreated alcoholic" whose "lifelong streak of sadism, ranging from childhood pranks (using firecrackers to explode frogs) to insulting journalists, gloating over state executions and pumping his hand gleefully before the bombing of Baghdad" showcase Bush's instabilities.

"I was really very unsettled by him and I started watching everything he did and reading what he wrote and watching him on videotape. I felt he was disturbed," Dr. Frank said. **"He fits the profile of a former drinker whose alcoholism has been arrested but not treated."**

Dr. Frank's conclusions have been praised by other prominent psychiatrists, including Dr. James Grotstein, Professor at UCLA Medical Center, and Dr. Irvin Yalom, MD, Professor Emeritus at Stanford University Medical School.

The doctors also worry about the wisdom of giving powerful anti-depressant drugs to a person with a history of chemical dependency. Bush is an admitted alcoholic, although he never sought treatment in a formal program, and stories about his cocaine use as a younger man haunted his campaigns for Texas governor and his first campaign for President.

"President Bush is an untreated alcoholic with paranoid and megalomaniac tendencies," Dr. Frank adds. The White House did not return phone calls seeking comment on this article.

Although the exact drugs Bush takes to control his depression and behavior are not known, White House sources say they are "powerful medications" designed to bring his erratic actions under control. While Col. Tubb regularly releases a synopsis of the President's annual physical, details of the President's health and any drugs or treatment he may receive are not public record and are guarded zealously by the secretive cadre of aides that surround the President.

Veteran White House watchers say the ability to control information about Bush's health, either physical or mental, is similar to Ronald Reagan's second term when aides managed to conceal the President's increasing memory lapses that signaled the onslaught of Alzheimer's Disease.

It also brings back memories of Richard Nixon's final days when the soon-to-resign President wandered the halls and talked to portraits of former Presidents. The stories didn't emerge until after Nixon left office. One long-time GOP political consultant who - for obvious reasons - asked not to be identified said he is advising his Republican Congressional candidates to keep their distance from Bush. "We have to face the very real possibility that the President of the United States is loony tunes," he says sadly. "That's not good for my candidates, it's not good for the party and it's certainly not good for the country."

Capitol Hill Blue, 28 July 20004

<http://www.capitolhillblue.com/artman/publish/article_4921.shtml>

NN

@@**@@**@@ Un livre.

La Politique de l'antisémitisme: un ouvrage consacré aux méthodes de provocation à l'encontre des journalistes et des écrivains, et à quelques concepts erronés
Israël – pays où les juifs sont le plus en danger au monde – exporte l'antisémitisme
par Dawud Abdullah

[L'ouvrage *The Politics of Anti-Semitism* vient à point nommé. Il réunit des articles écrits par des auteurs américains connus, spécialistes des grandes questions de l'heure. Ces auteurs s'attaquent à un sujet controversé, l'antisémitisme, devenu une sorte de tabou, rebelle à l'examen critique et qu'il est pratiquement interdit d'aborder depuis le début de l'Intifada palestinienne actuelle. Toute critique d'Israël et de son idéologie sioniste est désormais considérée comme relevant de l'antisémitisme. Mais les auteurs de cet ouvrage ne sont absolument pas d'accord avec ce lien automatique que l'on voudrait établir entre la critique du sionisme et l'antisémitisme. Ses deux éditeurs, Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair, déclarent tout de go que leur propos est "de lever l'embargo qui pèse sur ce sujet", à savoir : **la critique d'Israël**. A la suite du déclenchement de l'Intifada, en 2001, font-ils observer, Israël, sous la direction d'Ariel Sharon, a commencé à explorer "la nouvelle donne politique" afin d'élargir ses objectifs. En accusant ses détracteurs d'antisémitisme, Israël et ses partisans en Occident sont arrivés à réduire au silence tout journaliste, tout homme politique ou tout universitaire (osant les critiquer). La moitié des articles de cet ouvrage, écrits par des auteurs juifs, avaient fait l'objet d'une publication sur Internet depuis la Californie, deux fois par semaine, dans le ouèbezine *Counter Punch*. Les articles, très divers, abordent les différents aspects de la question sous des éclairages variés.]

C'est un article de Michael Neumann qui ouvre l'ouvrage : "Qu'est-ce que l'antisémitisme ?". Pour Neumann, l'antisémitisme ne signifie pas nécessairement l'animosité envers les Sémites. Il pense que ceux qui font un lien entre les deux notions font une confusion entre l'étymologie du terme "antisémitisme" et sa définition, c'est-à-dire sa signification. Pour lui, l'antisémitisme est l'aversion envers les juifs. Il pense que l'évolution du concept tient à son apparition en Europe et aux circonstances historiques qui l'ont entourée... Neumann écarte donc de cette définition les Arabes, qui ressortissent au sémitisme et aux peuples sémites bien plus que les juifs, souvent d'origine caucasienne ou est européenne. De plus, l'auteur pense que ce terme a été emphatisé à des fins politiques, de sorte que soient englobées dans sa définition tous les aspects de l'aversion pour les juifs, notamment leurs mœurs et leur culture. Neumann observe que les juifs ont parcouru des milliers de kilomètres pour venir chasser un peuple totalement innocent, en s'appuyant, pour ce faire, sur l'idéologie de la supériorité raciale qui leur est propre. Ainsi, les juifs se sont-ils mués, de peuple opprimé, en peuple oppresseur. L'auteur attaque les sionistes, en raison de leur destruction de la terre et des vies des Palestiniens dans le but d'édifier une existence juive. Il pense qu'Israël, tout en utilisant ses compétences en matière de relations publiques, use à l'encontre des Palestiniens d'une manière américaine, et non d'une violence à la mode hitlérienne. Il s'agit d'une sorte de "violence soft et policée", d'une "extermination à bas bruit capable, au surcroît, de faire passer ses auteurs pour ses victimes".

Dans son article intitulé "Réfutation de la haine envers les juifs", Scott Handelman aborde l'utilisation prosaïque de l'antisémitisme afin de faire taire ceux qui osent critiquer les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par Israël ainsi que le racisme de cet Etat. Il pense que ce détournement porte atteinte à l'histoire de l'antisémitisme, de par la banalisation qu'il opère de cette notion.

La plupart des articles de l'ouvrage abordent l'influence du lobby sioniste aux Etats-Unis, en particulier dans le domaine du conflit arabo-israélien. Handelman relève qu'en liant la politique extérieure américaine à celle d'Israël, que celle-ci soit pertinente ou erronée, les juifs américains qui animent ce lobby ressuscitent l'idéologie fantasmagorique de l'antisémitisme, apparue en Europe au cours des siècles, et établissant un lien entre les juifs et les gouvernants dictatoriaux européens.

Alex Cockburn pense que la montée du concept (ou de l'idéologie) antisémite, en Europe, demeure le meilleur baromètre du comportement d'Israël, en particulier lorsque son comportement politique (et militaire) soulève une vague de protestations. Mais dès que c'est le cas, s'élève concomitamment un chœur de voix compréhensives et apologetiques d'Israël.

Le militant pacifiste et député à la Knesset Uri Avnery estime, dans son article, qu'Israël ne protège en rien les juifs contre l'antisémitisme. Au contraire, il l'exporte dans le monde entier, et cet antisémitisme (exporté) menace à son tour l'existence même d'Israël. Il cite en particulier la politique

insoutenable d'Ariel Sharon, politique dont le caractère atroce envers les Palestiniens dépasse tout ce à quoi on avait pu assister jusqu'ici, et qui s'apparente à une politique de néo-apartheid. Uri Avnery, dans son étude critique, cherche la faille. Pour sa part, il conteste le fait qu'Israël serait le lieu le plus sûr au monde pour les juifs : même si c'était vrai, cela n'a pas empêché Saddam Hussein d'ébranler ce "havre de paix". Il pense qu'en réalité Israël est le pays le moins sûr au monde, pour les juifs : c'est l'endroit où les juifs ne peuvent jouir de la tranquillité, en dépit de l'énorme arsenal d'armes de destruction massive que possède leur pays. Il critique l'erreur historique criante qu'a commise Herzl, le fondateur de l'idéologie sioniste, en affirmant que la création d'un pays à majorité juive, Israël, entraînerait la disparition de l'antisémitisme. Les juifs ont chassé les Palestiniens, ils ont créé un Etat majoritairement peuplé de juifs, et malgré tout, les manifestations de l'antisémitisme n'ont en rien cessé : au contraire, Israël les exporte et les suscite partout dans le monde.

L'ouvrage *Politique de l'antisémitisme* a une grande qualité : ses chapitres, très vivants, abordent des questions qui touchent tout autant à la vie des gens ordinaires qu'à celle des hommes politiques en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

Linda Billinger, canadienne, a intitulé sa contribution : "Les mots font mal - Les tanks tuent". Elle traite de la manière dont on fait pression sur les Arabes afin qu'ils dénoncent les attentats suicides. Elle dit qu'il est devenu naturel et rituel de demander à tout responsable palestinien interviewé à la télévision, ou participant à une conférence, de dénoncer ces opérations. A juste titre, elle se demande combien de fois avons-nous entendu, en revanche, un responsable juif critiquer la politique d'Israël à l'encontre du peuple palestinien ? L'intimation du silence aux contempteurs d'Israël ne se cantonne pas aux niveaux académique ou journalistique ou encore politique, au moyen d'arguments forts et logiques : cette opération d'intimation du silence est devenue une sorte de provocation.

Robert Fisk, journaliste connu du quotidien britannique *The Independent*, procède à une analyse en profondeur de cette problématique dans son article intitulé : "Pourquoi John Malcovitch veut-il ma peau ?" Réponse : le crime de Fisk est tout simple - il critique Israël.

Les deux ex-officiers du renseignement américains Kathleen et Bill Christison tentent d'analyser ce concept (d'antisémitisme) dans leur article "L'Administration Bush et la loyauté duplice", dans lequel ils analysent la manière dont l'administration Bush utilise d'anciennes informations obtenues par les services de renseignement. Les deux auteurs affirment qu'est révolue cette époque où la culture, les capacités et les états de service étaient déterminants dans l'évolution de carrière des diplomates et des fonctionnaires des Affaires étrangères américaines. Depuis les années quatre-vingt dix du siècle dernier, la génération bien formée et respectée a été remplacée par des partisans d'Israël. Les opérations de mise à l'écart ou à la retraite anticipée des diplomates ont battu leur plein du temps de Clinton, mais les Christison estiment que le phénomène s'est aggravé à un point tel, sous George W. Bush, qu'il a abouti à une situation où on ne sait plus ce qui l'emporte, entre leur loyauté envers les Etats-Unis et leur loyauté envers Israël. Les néoconservateurs de l'administration Bush sont les gens qui ont pris la décision d'évincer Saddam Hussein, mais personne n'a évoqué les objectifs de la droite conservatrice : assurer la protection d'Israël et sa sécurité.

C'est cette opinion que développe l'analyste politique israélien Akiva Eldar, approuvé par Uri Avnery. Eldar, qui connaît Sharon personnellement, affirme que celui-ci avait un grand projet de remodelage de la carte de l'ensemble du Moyen-Orient.

L'article des Christison ne néglige pas non plus le rôle joué par la droite chrétienne dans la politique américaine. Les deux auteurs disent que le fondamentalisme chrétien voit dans la domination d'Israël en Palestine la condition indispensable pour que se réalise le millénarisme biblique. Pour lui, toute concession territoriale de la part d'Israël serait un blasphème. Les fondamentalistes chrétiens voient dans les guerres menées par Israël contre les Arabes des guerres saintes ordonnées par le Seigneur en préparation de l'Armageddon, la Bataille apocalyptique de la fin des temps.

L'arrivée de Sharon au pouvoir a rendu la vie facile aux fondamentalistes. Sharon est celui qui a avancé en mai 1995, au cours d'une réunion du Likoud, qu'Israël devait adopter les frontières définies par la Thora pour politique officielle. Le critique et penseur Edward Saïd avait fait part de son inquiétude devant cette politique, peu avant son décès. Dans l'article qui conclut l'ouvrage, cet auteur dont on déplore la disparition reconnaît qu'il était incapable de sonder les profondeurs de l'esprit du Premier ministre israélien. Tout ce qu'il savait, c'est qu'un esprit fêlé tel celui de Sharon était capable de faire absolument n'importe quoi. Peu de temps après que Saïd ait écrit ces lignes, Sharon félicitait les pilotes israéliens des F-16 qui venaient de bombardier un quartier populaire de Gaza, tuant neuf enfants. Ce qui est frappant, écrit Edward Saïd, c'est la facilité avec laquelle Sharon réussit à persuader les autres d'adopter son mode de pensée terroriste et criminel.

La lecture de *La Politique de l'antisémitisme* laisse le lecteur convaincu du succès de ses auteurs à faire passer leur message.

Ensemble, ils ont magistralement réussi à lever l'embargo mis sur la question de l'antisémitisme. Il ne s'agit pas d'un livre d'histoire, mais bien d'un appel lancé aux juifs à se réveiller et à se défier des politiques décidées et mises en œuvre par Sharon, et les mettant en garde contre le fait que leur religion et leur culture risquent d'être mises en danger par une politique et une idéologie racistes. Les auteurs

pensent que la meilleure option pour les juifs n'est pas le déni, mais bien l'autocritique et la prise de conscience de la réalité.

Pour les auteurs de cet ouvrage, **l'antisémitisme est un phénomène domestique, né en Israël.**

The Politics of Anti-Semitism, Edited by Alex Cockburn and Jeffrey St. Clair, 2003, 172 pages.

CounterPunch, PO Box 228, Petrolia, Cal 95558., USA

Le present article, dû à Al-Awdah Center, Londres, a été publié en arabe dans *Al-Quds al-Arabiyy*, 08.06.2004

@@@@**@@ Dossier : les liens privilégiés** entre nazis et Palestiniens. C'est encore une arme foireuse des sionistes. Une vieille resucée. Si l'on veut comprendre ces choses, il suffit de se rappeler qu'au moment de la Secnde Guerre mondiale, le Moyen-Orient est dominé par un colonialimse européen qui ne se maintient, tant bien que mal, que par le recours immodéré à la force. Les gens du Moyen-Orient ont donc vu dans l'Allemagne, quel que soit son régime, le moyen d'abattre le colonialisme anglais et français, localement soutenu par les sionistes.

Voir

A. Historique des Liens ayant existé entre les Nazis et le terrorisme musulman.

L'essentiel des faits, mais l'intelligence des faits est évidemment absente. C'et un catalogue policier, dans lequel ont déjà puisé ces autres policiers que sont Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Le croissant et la croix gammée*, Albin Michel, 1990.

<<http://www.alliancefr.com/actualite/desinformat/nazispalestiniens2.htm>>

Les sionards en rajoutent des pelletées. Ils n'hésitent pas devant les inventions les plus abracadabrantes. Le diable, poue eux, est évidemment le Mufti de Jérusalem. il suffit de prononcer ce nom pour voir les sionistes sdaliver anondamment et se mettre à ululer. Saluons donc cette invention remarquable: « Le Mufti participait déjà à la solution finale. Il rendit même visite à Auschwitz où il admonesta les gardes près des chambres à gaz en leur enjoignant de travailler plus diligemment.» Après, il ne reste plus qu'à tirer le rideau !

@@@@**@@ ;"guantanamo"**

CHRONIQUE DE GUANTANAMO

Nouvelle série - N° 5 - 15 Juillet 2004. Publication mensuelle du Collectif guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris, Tél. 00 33 (0)6 13 99 28 86, Courriel : collectif.guantanamo@gwadaoka.org

Cette Chronique contient toutes les informations publiées au jour le jour sur les sites <<http://quibla.net>> et <<http://www.gwadaoka.org/guantanamo.htm>>

@@@@**@@ Dieudonné au Canada:** la vengeance juive le poursuit mais il se taille vif succès !

<<http://www.ledevoir.com/2004/07/15/59078.html>>

@@@@**@@ Karl Marx.** *La Question juive*. Parmi d'autres adresses, celle-ci:

<<http://www.encyclopedie-marxiste.com/98.htm>>

@@@@**@@ Toujours du nouveau sur :**

<http://romainroger.blogspot.com/>

<http://antiotan.blogspot.com/>

<http://lameriquelibre.blogspot.com/>

<http://cubasocialiste.blogspot.com/>

(et Amérique latine)

<http://eurodictature.blogspot.com/>

<http://irakoccupe.blogspot.com/>

<http://occupationpalestine.blogspot.com/>

@@@@**@@** <<http://www.jeboycotteisrael.com/>> quand leur base de données fonctionne, ce qui n'est pas tous les jours.

@@@@**@@** *Encyclopedia of Jews, Judaism and Zionism* A lire en arabe. Apprenez-donc l'arabe, au lieu de regarder des conneries à la télé !!!

The *Encyclopedia of the Jews, Judaism and Zionism* is the product of over 25 years of research and critical inquiry with a team of 30 researchers. The *Encyclopedia* is considered to be the sixth that tackles this issue on the global level and the first to be written by an Arabic Philosopher, Prof. **Abdelwahab Elmessiri**, and in Arabic language. It is not only a deconstructive encyclopedia, taking a critical stance vis a vis its subject matter, but also a reconstructive one, suggesting alternative ways of looking at Jewish, Zionist and Israeli phenomena, and a new terminology to deal with them.

The *Encyclopedia* deals with all aspects of the history of the ancient Hebrews, and the histories of the Jewish communities all over the world, covering the world-wide numbers and distribution of the Jewish communities, their main traits, and their organizational institutions, as well as their relationships with their respective homelands and with the Zionist state. It also deals with the major Jewish personalities (such as Maimonides) and non-Jewish personalities (such as Napoleon and Hitler) who figure prominently in the histories of the Jewish communities. The *Encyclopedia*, moreover, deals with almost all aspects of Judaism, its sects and holy books, its rituals, its crisis in the modern times, and its relationship with both Zionism and anti-Semitism. It also covers the Zionist movement, its activities, "schools", and main figures, as well as some the main aspects of the Zionist state.

The *Encyclopedia* is deconstructive/reconstructive in as far as it does the following:

- Presents an alternative general history of Judaism, the Jews, Zionism and Israel.
- Provides precise definitions of the central Jewish and Zionist concepts and terms, giving a new history thereof, and underscoring their problematic aspects.
- Examines biased concepts and terms, in order to replace them by more neutral and explanatory ones.

The *Encyclopedia* consists of eight volumes, each dealing with a specific topic, comprising a number of parts. Each part, in turn consists of chapters divided into entries. The total number of entries is 2300 and the average number of pages in each volume is about 400 pages.

Even though the *Encyclopedia* is topically arranged and in Arabic, it contains two alphabetical indices: one in Arabic, and the other in English.

The Encyclopedia can be obtained **on paper from:**

Dar Al Shorouk
8 Sibaway El Masri Street, Rabaa El Adawia, Madinat Nasr,
Cairo, Egypt
Telephone: +(20)2-4023399. Fax: +(20)2-4037567
Email: <dar@shorouk.com>. Web site: <www.shorouk.com>

The Encyclopedia can be obtained **on CD from:**

Bait El Arab for Modern Documentary and Systems
6 Zakareya Rezk Street, Zamalek
Cairo, Egypt
Telephone: +(20)2-7353089, +(20)2-7354689. Fax: +(20)2-7355249
Email: <ahdms@starnet.com.eg>

ISBN: 977-09-0515-1. Dar El Kitab: 15560/98

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml>>. If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://qgb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

<<http://ilrestodelsiclo.spaziofree.net>>

<<http://aaargh-international.org>>

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siclo

Conseils de Révision